

Cote du document:

A/47/159/Add.1

Meilleur exemplaire

Disponible



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/47/159/Add.1
24 avril 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NI 15707
24 AVRIL 1992
UNEP/WHO/UNEP/WHO/UNEP/WHO

Quarante-septième session
Point 107 de la liste préliminaire*

PLANIFICATION DES PROGRAMMES

Exécution du programme de l'Organisation des Nations Unies
pour l'exercice biennal 1990-1991

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
IV. EXECUTION DU PROGRAMME PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991	4
<u>Chapitre</u> <u>du budget</u>	
1A.6. Conseil mondial de l'alimentation (y compris son secrétariat)	4
1B.3 b). Division des droits des Palestiniens	6
2A.B. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	8
2A.D. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	10
2B.B. Département des affaires de désarmement	13
2C. Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer	15

* A/47/50.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
<u>Chapitre</u> <u>du budget</u>	
3B. Département des questions politiques spéciales, de la coopération régionale, de la décolonisation et de la tutelle	17
3C. Namibie	19
3D. Centre contre l'apartheid	21
3E. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est	23
6. Département des affaires économiques et sociales internationales	25
7. Département de la coopération technique pour le développement	27
8. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires	30
9. Sociétés transnationales	34
10. Commission économique pour l'Europe	36
11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	41
12. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	48
13. Commission économique pour l'Afrique	51
14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	54
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	57
16. Centre du commerce international	62
17. Centre pour la science et la technique au service du développement	64
18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	66
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	69

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u> <u>du budget</u>	<u>Page</u>
20B. Division des stupéfiants	71
20C. Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants	73
21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	75
22. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	78
23. Droits de l'homme	80
24. Programme ordinaire de coopération technique	82
26. Activités juridiques	91
27. Information	93
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances	95
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	101
28D. Bureau des services généraux (New York)	105
28E. Services de vérification interne des comptes	108
29B. Services de conférence (New York)	109
29C. Services de conférence (Genève)	112

IV. EXECUTION DU PROGRAMME PAR CHAPITRE DU BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

Chapitre 1A.6. CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION (Y COMPRIS SON SECRETARIAT)

Chapitre 1A.6.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Secrétariat du Conseil mondial de l'alimentation	67	54	-	1	12	1	1	80	80	80	82

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

1A.1 Pendant l'exercice biennal, il y a eu en moyenne 10 % de postes vacants au secrétariat du Conseil, alors qu'il y en avait eu 23 % au cours de l'exercice précédent. Les neuf produits ayant la priorité absolue ont été intégralement exécutés. Le produit indiqué comme étant reporté est une consultation régionale sur les questions de sécurité alimentaire en Europe de l'Est et leurs incidences pour les pays en développement. La réunion n'a pas pu avoir lieu pendant l'exercice biennal, en raison des événements politiques.

1A.2 Douze produits, reportés de l'exercice 1986-1987 (6) et de l'exercice 1988-1989 (6) ont été éliminés. Il s'agissait d'activités d'information, notamment des brochures et des études spéciales. De nouvelles priorités étant apparues, ces produits sont devenus d'importance secondaire par rapport à ceux qui étaient déjà prévus pour l'exercice 1990-1991.

1A.3 Deux produits ont été ajoutés au programme de travail. Le premier était un rapport demandé par le Conseil mondial de l'alimentation sur la façon de faire face aux conséquences - du point de vue de la sécurité alimentaire - des changements survenus dans l'environnement politique et économique. Le deuxième était une étude spéciale du Conseil sur la façon de répondre aux problèmes de production alimentaire des pays en développement pendant les années 90 et au-delà.

Chapitre 1B.3 b). DIVISION DES DROITS DES PALESTINIENS

Tableau 1B.3 b).1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Division des droits des Palestiniens	61	58	-	3	-	-	-	95	95	95	95

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

1B.3 b).1 Tous les postes autorisés pour la Division des droits des Palestiniens ont été occupés pendant l'exercice 1990-1991.

1B.3 b).2 Sur les 61 produits prévus, huit consistaient en programmes annuels dont les activités se poursuivaient pendant tout l'exercice biennal :

a) services fonctionnels pour le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, du Groupe de travail et du Bureau qui se réunissent tout au long de l'année; b) consultation et liaison avec les organisations non gouvernementales et fourniture d'une assistance-conseil; c) tenue d'une base de données concernant les organisations non gouvernementales s'intéressant au programme de travail du Comité; et d) activités liées à la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

1B.3 b).3 En application de son programme de publications, la Division a publié environ 33 notes d'information, bulletins et publications portant sur la question de Palestine. En ce qui concerne les variations par rapport au programme, le Séminaire et Colloque ONG pour la région de l'Asie sur la question de Palestine a été reporté comme suite à une décision du Comité. Le Séminaire pour l'Amérique du Nord a été reporté, comme suite à une décision du bureau du Comité.

/...

Chapitre 2A.B. DEPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES ET DES AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE

Tableau 2A.B.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Activités du Conseil de sécurité et des commissions politiques	23	22	-	1	-	3	-	95	95	96	96
Services touchant les affaires politiques et la sécurité	26	20	-	-	6	2	-	76	76	78	78
Utilisations pacifiques de l'espace	69	67	-	1	1	-	1	97	97	97	98
Total	118	109	-	2	7	5	1	92	92	92	93

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

2A.B.1 Pendant l'exercice biennal, en moyenne 4 % des postes du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité étaient vacants. Sur les 118 produits prévus, 12 étaient considérés comme des programmes annuels regroupant un grand nombre d'activités. Leur exécution a été la suivante :

a) Services fonctionnels nécessaires pour 149 séances officielles du Conseil de sécurité, 115 consultations plénières du Conseil et 195 consultations privées organisées par le Président du Conseil;

b) Services fonctionnels nécessaires pour 11 séances du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud;

c) Services fonctionnels nécessaires pour 52 séances du Comité d'état-major créé par l'Article 47 de la Charte des Nations Unies.

2A.B.2 Les deux produits dont l'exécution est indiquée comme étant reportée sont le rapport sur le Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité pour les années 1981-1984 et un stage de formation sur la télédétection par satellite. Le Répertoire, dont l'exécution avait été reportée de l'exercice 1988-1989, a été terminé en ce qui concerne le travail de fond et devrait être publié en 1992.

2A.B.3 Six des sept produits indiqués comme étant éliminés relèvent du sous-programme 2 (Services touchant les affaires politiques et la sécurité). Trois des six rapports relatifs à des questions de paix internationale et de sécurité régionale n'ont pas été demandés par l'Assemblée générale comme prévu. Deux produits annuels, relatifs à des subventions destinées à des organisations non gouvernementales et à des établissements d'enseignement, ont été éliminés faute des ressources nécessaires dans le Fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la paix. Le sixième produit éliminé au titre du sous-programme 2 avait trait aux services fonctionnels à fournir au Groupe de travail du Comité spécial de l'océan Indien, qui ne s'est pas réuni. Au titre du sous-programme 3 (Utilisations pacifiques de l'espace), l'un des cinq séminaires sur les sciences et techniques spatiales n'a pas eu lieu.

2A.B.4 Sur les cinq produits ajoutés à la demande d'organes délibérants, trois l'ont été comme suite à des résolutions du Conseil de sécurité : services fonctionnels à fournir au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït (Comité des sanctions, qui a tenu 22 séances en 1990 et 37 en 1991); et au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 724 (1991) concernant la Yougoslavie. Deux rapports ont été demandés par l'Assemblée générale concernant la sécurité régionale et les zones de paix. Le produit ajouté sur l'initiative du Secrétariat avait trait à l'organisation d'un séminaire sur l'application des techniques spatiales.

/...

Chapitre 2A.D. OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR
LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Tableau 2A.D.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était
prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal
biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1)

Programme d'activité	Nombre annuel d'usagers et de bénéficiaires	
	Prévus dans le programme 1990-1991	Ayant effectivement bénéficié des services prévus 1990-1991
1. <u>Services d'enseignement</u>		
a) <u>Enseignement général</u>		
i) Enseignement aux niveaux élémentaire et secondaire (premier cycle) dispensé dans les écoles de l'UNRWA et de l'Unesco aux enfants de réfugiés remplissant les conditions requises	357 000 a/	370 223
ii) Assistance à des enfants de réfugiés inscrits dans des établissements privés ou publics	9 600	9 840
b) <u>Formation professionnelle et technique</u>		
i) Formation professionnelle, technique et pédagogique	5 000	5 132
ii) Octroi d'un nombre limité de bourses d'études universitaires	400	590
2. <u>Services de santé</u>		
a) <u>Services de médecine préventive et curative</u>		
Fourniture de services de médecine préventive et curative aux réfugiés qui y ont droit, dans des cliniques de l'UNRWA, des centres sanitaires et des hôpitaux publics et privés susmentionnés par l'Office	2 100 000 a/	2 237 666

/...

Tableau 2A.D.1 (suite)

Programme d'activité	Nombre annuel d'usagers et de bénéficiaires	
	Prévus dans le programme 1990-1991	Ayant effectivement bénéficié des services prévus 1990-1991
b) <u>Services en matière de nutrition et d'alimentation d'appoint</u>		
Programme d'alimentation d'appoint à l'intention des jeunes enfants, des femmes enceintes et des tuberculeux	160 000	166 305
c) <u>Services d'assainissement du milieu</u>		
Fourniture de services collectifs essentiels en matière d'assainissement concernant des réfugiés immatriculés se trouvant dans les camps	840 000 <u>a/</u>	876 109
3. <u>Services de secours</u>		
a) <u>Assistance spéciale aux personnes dans une situation critique</u>		
Fourniture d'une assistance sous forme de rations alimentaires, de vêtements et de couvertures aux réfugiés qui y ont droit	167 000 <u>a/</u>	152 542
b) <u>Fourniture d'abris</u>		
Fourniture d'abris dans certains camps de réfugiés	840 000 <u>a/</u>	876 109
c) <u>Programme d'aide sociale</u>		
Fourniture de services d'aide sociale aux réfugiés qui y ont droit	1 900 000 <u>a/</u>	2 121 600

a/ Selon les projections de l'Office. Voir A/44/6/Rev.1, chap. 2.A.D.

/...

2A.D.1 L'Office exécute essentiellement des activités opérationnelles principalement financées au moyen de contributions volontaires estimées aux alentours de 596 millions de dollars pour l'exercice 1990-1991. Il a consacré l'essentiel de ses efforts et de ses ressources à l'éducation des enfants, à la formation professionnelle et technique et à la fourniture de services de santé et d'aide sociale à plus de 2,5 millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans les territoires occupés de la Rive occidentale et de la bande de Gaza. Les conflits au Liban, le soulèvement dans les territoires occupés (Intifada) et la crise du Golfe ont eu des répercussions majeures sur les services opérationnels fournis dans la région par l'Office pendant la période considérée.

2A.D.2 Le programme le plus important de l'Office a continué d'être l'éducation - enseignement général, formation professionnelle et technique et programme de bourses d'études universitaires. Les services de santé fournis par l'Office ont continué à être très demandés en raison de la forte inflation et du coût croissant des soins médicaux, ainsi qu'en raison de la détérioration de la situation socio-économique dans le territoire occupé et au Liban, aggravée encore par la crise du Golfe. L'Office a continué de fournir des secours et des services sociaux aux réfugiés palestiniens les plus défavorisés pour atténuer leurs difficultés et les aider à pouvoir compter sur eux-mêmes. Environ 7,5 % des réfugiés desservis par l'Office ont reçu une assistance dans le cadre du programme destiné aux personnes dans une situation critique.

Chapitre 2B.B. DEPARTEMENT DES AFFAIRES DE DESARMEMENT

Tableau 2B.B.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
			(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Activités du Département des affaires de désarmement	134	102	-	3	29	7	4	76	76	77	80

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

2B.B.1 Pendant l'exercice biennal 1990-1991, en moyenne 5 % des postes d'administrateur du Département des affaires de désarmement étaient vacants.

2B.B.2 Les variations par rapport au programme prévu ont surtout consisté en élimination de produits, dont aucun n'était considéré comme ayant une priorité absolue. Deux éléments de programme, comportant quatre produits chacun, ont été éliminés. Les quatre produits de l'élément de programme 1.4 (Comités spéciaux) ont été éliminés parce que les sessions officielles du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement sont suspendues depuis 1987 et qu'on ne pense pas qu'elles reprendront sous une forme qui exige des services fonctionnels. Les quatre autres produits, qui relèvent de l'élément de programme 5.4 (Programmes de stage), ont été éliminés lorsque le programme de stage a été transféré au Bureau de la gestion des ressources humaines. En ce qui concerne les publications techniques, 13 bulletins et une brochure intitulée Assemblée générale des Nations Unies et le désarmement (1991) ont été éliminés afin de simplifier et rationaliser le programme de publication du Département. Le Département a aussi supprimé deux bourses sur le désarmement pour des raisons de programmation.

2B.B.3 En ce qui concerne les trois produits reportés, deux avaient trait aux services fonctionnels à fournir à des réunions du Comité préparatoire et de la deuxième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles. Ces réunions ont en effet été reportées à 1992 par les Etats Membres. La mise à jour de la publication intitulée Etat des accords multilatéraux en matière de désarmement et de contrôle des armements a également été remise à 1992 de façon que cet ouvrage puisse contenir des informations sur la Conférence d'examen.

2B.B.4 Les sept produits ajoutés à la demande d'un organe délibérant ont été les suivants : services fonctionnels pour deux réunions du Comité préparatoire et de la Conférence d'amendement des parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires; Conférence régionale sur la sécurité et le désarmement en Afrique; séminaire sur les mesures de confiance; publication d'une étude sur le désarmement et l'environnement; et deux numéros supplémentaires du périodique Désarmement.

2B.B.5 Quant aux quatre produits ajoutés sur l'initiative du Secrétariat, ils concernaient les services fonctionnels à fournir pour une conférence sur les incidences de la science et de la technique sur la paix et la sécurité; la deuxième Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement; un séminaire sur le milieu marin; et un colloque sur le règlement des conflits et la prévention des crises. Ces quatre produits ont été financés à l'aide de ressources extrabudgétaires.

Chapitre 2C. BUREAU DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER

Tableau 2C.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Questions liées au droit de la mer et aspects économiques et techniques des affaires maritimes	78	66	3	1	8	-	-	84	88	88	88

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

2C.1 Pendant l'exercice biennal 1990-1991, en moyenne 13 % des postes d'administrateur du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer étaient vacants.

2C.2 Le Bureau était chargé de l'exécution des deux programmes (Questions liées au droit de la mer et Aspects économiques et techniques des affaires maritimes). Par rapport au programme prévu, le Bureau a remanié trois produits, en a reporté un et en a éliminé huit. Aucun de ces produits n'était considéré comme ayant une priorité absolue.

2C.3 Les trois remaniements concernaient trois numéros de la compilation de données concernant les lignes de base et les lignes de délimitation. Il s'agissait de produits considérés comme non prioritaires et, plutôt que de faire paraître ces ouvrages sous forme de publications destinées à la vente, le Bureau les a distribués aux Etats Membres sous forme de documents d'information.

2C.4 Le produit reporté avait trait à une publication présentant l'analyse financière d'une opération d'exploitation du fond des mers. Parmi les huit publications destinées à la vente ou publications techniques qui ont été éliminées, figuraient deux études sur un cadre de réglementation concernant l'exploitation des nodules de manganèse et un examen des activités d'entités publiques et privées en matière d'exploitation des ressources minérales des fonds marins, qui avaient été reportées de l'exercice biennal précédent.

Chapitre 3B. DEPARTEMENT DES QUESTIONS POLITIQUES SPECIALES, DE LA
COOPERATION REGIONALE, DE LA DECOLONISATION ET DE LA
TUTELLE

Tableau 3B.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu
dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991
(A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Sous-programme	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'ini- tiative du Secrétariat	A	B	C	D
Décolonisation	43	31	-	11	1	-	1	72	72	72	74
Questions politiques spéciales	69	45	5	-	19	13	-	65	72	76	76
Tutelle	8	8	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Total	120	84	5	11	20	13	1	70	74	76	77

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

3B.1 Tous les postes d'administrateur autorisés pour le Département des questions politiques spéciales, de la coopération régionale, de la décolonisation et de la tutelle étaient occupés pendant l'exercice biennal 1990-1991.

3B.2 Les produits ci-après étaient considérés comme des programmes annuels composés d'un grand nombre d'activités :

- a) Services fonctionnels à 35 séances de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale;
- b) Suite donnée à 23 pétitions écrites et demandes d'audition adressées à la Quatrième Commission;
- c) Services fonctionnels à 31 séances du Conseil de tutelle;
- d) Suite donnée à 92 pétitions écrites et demandes d'audition adressées au Conseil de tutelle;
- e) Services fonctionnels à 106 séances du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- f) Suite donnée à 133 pétitions et demandes d'audition adressées au Comité spécial.

3B.3 En ce qui concerne les variations par rapport au programme, un certain nombre des activités du Département ont été remaniées, reportées ou éliminées. En raison des événements politiques, le Département a fourni des informations orales aux gouvernements donateurs au lieu d'établir des rapports mensuels sur l'état des contributions annoncées, des contributions versées et des besoins restant à satisfaire. Sur les 24 rapports mensuels prévus dans le cadre du sous-programme 2 (Questions politiques spéciales), 5 ont été transformés en exposés oraux et exécutés de cette façon, et 19 ont été éliminés.

3B.4 Sur les 11 produits reportés, 9 relevaient du programme relatif à la décolonisation. Ils avaient trait à la publication trimestrielle Décolonisation, dont 3 numéros avaient déjà été reportés de l'exercice biennal 1988-1989.

3B.5 La plupart des produits ajoutés concernaient l'établissement de documents visant à lancer un appel de fonds à l'intention de pays touchés par des crises, et décrivant les besoins de ces pays ainsi que les stratégies prévues pour y répondre.

Chapitre 3C. NAMIBIE

Tableau 3C.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans les prévisions révisées concernant le chapitre 3C du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/C.5/45/2) a/

(Nombre de produits)

Sous-programme	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Namibie	42	23	8	-	11	1	-	54	73	74	74

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

3C.1 Les produits dont l'exécution est étudiée dans le présent chapitre sont ceux qui sont décrits dans les prévisions révisées présentées par le Secrétaire général concernant le chapitre 3C du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/C.5/45/2, annexe 1). Ces prévisions révisées tenaient compte du fait que la Namibie était devenue indépendante ainsi que des incidences de la résolution 44/243 de l'Assemblée générale. Par conséquent, les produits étudiés concernent les activités exécutées par le Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie jusqu'à ce qu'il ait cessé d'exister, le 31 décembre 1990, ainsi que les activités qui devaient continuer d'être exécutées sous l'autorité du Groupe de transition pour la Namibie.

3C.2 Les produits comprenaient l'établissement de rapports sur les sujets suivants : la situation politique, militaire et sociale en Namibie; les activités des intérêts économiques étrangers dans le Territoire entre le 1er avril 1989 et l'indépendance; les contacts entre les Etats Membres et l'Afrique du Sud entre le 1er avril 1989 et l'indépendance; les activités du Conseil entre le 1er septembre 1989 et l'indépendance; l'organisation d'un séminaire sur la planification du programme de reconstruction nationale et de développement de la Namibie; le transfert au Gouvernement namibien du programme, des activités et des avoirs du Conseil, y compris ses archives; les services fonctionnels à fournir au Fonds des Nations Unies pour la Namibie; et les services fonctionnels et services de conférence à fournir au nouveau Comité d'administration du Fonds des Nations Unies pour la Namibie, qui doit administrer le Fonds jusqu'à la dissolution de celui-ci.

3C.3 En 1990, en moyenne 25 % des postes d'administrateur du Bureau étaient vacants.

3C.4 En ce qui concerne les variations par rapport au programme prévu, 11 produits n'ont pas été exécutés ou remis à ceux auxquels ils étaient destinés et ont donc été considérés comme éliminés, étant donné que le Bureau du Commissaire a cessé d'exister à la fin de 1990. Il s'agissait essentiellement de rapports sur les activités du Conseil jusqu'à l'indépendance, sur la situation politique, militaire et sociale en Namibie, sur les activités des intérêts économiques étrangers dans le Territoire et sur les activités du Fonds des Nations Unies pour la Namibie. Un séminaire sur la planification du programme de reconstruction nationale et de développement de la Namibie n'a pas eu lieu.

3C.5 Cinq des huit produits remaniés concernaient des rapports reportés de l'exercice 1988-1989. Quatre avaient trait à l'application du décret No 1 et à des poursuites judiciaires à engager et à mener. Le cinquième était consacré aux activités du Fonds des Nations Unies pour la Namibie.

Chapitre 3D. CENTRE CONTRE L'APARTHEID

Tableau 3D.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Sous-programme	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution							
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D				
												(1)	(2)	(3)	(4)
Application plus complète des résolutions de l'ONU relatives à l'apartheid	72	67	-	-	5	-	-	93	93	93	93				

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

3D.1 Pendant l'exercice biennal 1990-1991, en moyenne 11 % environ des postes d'administrateur du Centre contre l'apartheid étaient vacants, alors que ce pourcentage était de 22 % pendant l'exercice précédent.

3D.2 Trente-six produits étaient considérés comme des programmes annuels regroupant un grand nombre d'activités. Il s'agissait des activités suivantes : a) services fonctionnels à fournir à 77 séances du Comité spécial contre l'apartheid et de ses organes intergouvernementaux subsidiaires; b) services fonctionnels à fournir à 67 missions, conférences, séminaires et autres manifestations organisées ou parrainées par le Comité; c) 71 rapports et documents de recherche destinés à l'Assemblée générale et au Comité spécial et ses organes subsidiaires; d) 73 notes d'information faisant l'objet d'une diffusion limitée auprès d'organismes des Nations Unies et de mouvements de lutte contre l'apartheid; e) 46 réunions d'information au Siège et à d'autres endroits; et f) octroi de 15 subventions d'un montant de 6 milliards 975 millions de dollars, autorisées par le Comité d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et destinées à des organismes bénévoles et d'autres organismes s'occupant de secours et d'assistance dans la région.

3D.3 En ce qui concerne les variations par rapport au programme prévu, cinq produits sont indiqués comme ayant été éliminés. Une réunion de la Commission contre l'apartheid dans les sports, qui devait se tenir en 1991, n'a pas eu lieu et le rapport annuel de la Commission à l'Assemblée générale n'a donc pas été établi. Une publication destinée à la vente concernant l'apartheid et une mission d'évaluation du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, à laquelle le Comité consultatif du Programme n'a pas donné d'instructions ou de mandat, ont également été éliminées. L'un des quatre rapports que le Secrétaire général devait soumettre à l'Assemblée en 1991 n'a pas été demandé comme prévu et a donc été considéré comme éliminé.

Chapitre 3E. BUREAU DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL
POUR LES AFFAIRES HUMANITAIRES EN ASIE DU SUD-EST

Tableau 3E.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu
dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991
(A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Sous-programme	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'ini- tiative du Secrétariat	A	B	C	D
Asie du Sud-Est : affaires politiques et humanitaires	13	13	-	-	-	-	-	100	100	100	100

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

3E.1 Pendant l'exercice biennal 1990-1991, en moyenne 12,5 % des postes du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est étaient vacants. Le tableau ci-dessus comprend huit produits annuels, représentant un groupe d'activités exercées pendant l'exercice biennal. Ce sont les suivantes :

a) Liaison avec les missions permanentes sur des questions intéressant l'Asie du Sud-Est. Pendant la période considérée, il y a eu environ 355 entretiens avec des membres de missions permanentes à New York;

b) Liaison avec des organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales s'occupant d'activités humanitaires en Asie du Sud-Est;

c) Consultations avec les gouvernements de pays de l'Asie du Sud-Est et d'autres pays intéressés. Pendant la période considérée, il y a eu environ 160 entretiens avec des membres de gouvernements à New York;

d) Services fonctionnels fournis aux missions de bons offices entreprises par le Secrétaire général et par le Représentant spécial. Il s'est agi entre autres des activités suivantes : suivi et évaluation de tous les événements affectant la situation politique et humanitaire en Asie du Sud-Est; 22 missions de consultation de hautes personnalités des gouvernements intéressés; et 40 entretiens relevant des bons offices du Secrétaire général concernant la question du Timor oriental.

Chapitre 6. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES INTERNATIONALES

Tableau 6.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Direction exécutive et administration	11	10	-	-	1	-	-	90	90	90	90
Questions et politiques relatives au développement mondial	70	46	1	8	15	8	9	65	67	70	82
Etude de la situation énergétique dans son contexte international	27	21	2	1	3	17	6	77	85	90	104
Analyse de la population mondiale	78	47	-	16	15	3	-	60	60	61	61
Statistiques mondiales	184	147	4	28	5	8	1	79	82	82	83
Planification et coordination des programmes	19	11	1	3	4	3	-	57	63	68	68
Total	389	282	8	56	43	39	16	72	74	76	80

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

6.1 Pendant l'exercice biennal 1990-1991, en moyenne 7,5 % des postes d'administrateur du Département des affaires économiques et sociales internationales étaient vacants.

6.2 En ce qui concerne les variations par rapport au programme prévu, le Département a fait savoir que 14 % de ses activités avaient été reportées et environ 11 % éliminées. La plupart des 56 produits reportés étaient des publications techniques, dont la moitié relevaient du programme de statistique. Sur les sept produits reportés ayant une priorité absolue, cinq relevaient du programme de statistique et avaient trait à des manuels de comptabilité de l'environnement et de comptabilité des entreprises; à l'utilisation de micro-ordinateurs dans la comptabilité nationale; aux tableaux de comptabilité nationale; et aux comptes des ménages. Le supplément de l'Etude sur l'économie mondiale, 1990-1991, relevant du programme "Questions politiques relatives au développement mondial", ainsi qu'une publication technique sur un programme coordonné relatif aux incidences socio-économiques du SIDA, relevant de la coordination des programmes, ont également été indiqués comme reportés.

6.3 Sur les 48 produits indiqués comme ayant été éliminés, près d'un tiers avaient été reportés de l'exercice précédent. Environ 10 % étaient considérés comme ayant une priorité absolue (cinq produits) et 12 % (six produits) étaient considérés comme non prioritaires. Parmi les produits ayant la priorité absolue qui avaient été éliminés, il y avait deux publications précédemment reportées : deux suppléments de l'Etude sur l'économie mondiale 1988 et 1989, relevant du programme "Questions et politiques relatives au développement mondial". Elles ont été supprimées parce que les informations étaient dépassées. Dans le programme relatif à la population, le rapport sur l'examen et l'évaluation du plan d'action mondial sur la population a été éliminé afin de corriger une erreur technique : il aurait en effet dû figurer dans le budget-programme pour 1992-1993 et non dans celui de 1990-1991. Dans le programme de statistique, le Manuel de comptabilité nationale ; transactions extérieures a été supprimé pour éviter de faire double emploi avec une publication analogue publiée par le FMI. L'un des deux rapports relatifs à un plan à moyen terme à l'échelle du système dans un domaine multisectoriel donné (relevant du programme relatif à la coordination), a été éliminé, car il n'a pas été demandé par l'organe intergouvernemental compétent contrairement à ce qui avait été prévu.

6.4 Sur les 39 produits ajoutés à la demande d'organes délibérants, 17 relevaient du programme relatif à l'énergie. Il s'agissait essentiellement de rapports soumis au Groupe intergouvernemental d'experts des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Les sept rapports demandés au titre du programme relatif aux questions et politiques relatives au développement mondial portaient sur diverses questions, telles que les ressources humaines et le développement, la coopération internationale en vue de l'éradication de la pauvreté et une mise à jour de l'étude de la situation mondiale de 1990. La plupart des rapports ajoutés au programme de statistique étaient destinés à la Commission de statistique et à ses groupes de travail.

Tableau 7.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Direction exécutive et administration	2	2	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Questions et politiques relatives au développement	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Ressources naturelles	33	27	1	5	-	1	-	81	84	85	85
Population	3	1	-	2	-	-	-	33	33	33	33
Administration et finances publiques	19	7	-	10	2	-	-	36	36	36	36
Energie	7	6	1	-	-	-	-	85	100	100	100
Total	66	43	2	19	2	1	-	65	68	68	68

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produits, voir A/47/159, annexe II.

7.1 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, en moyenne 7 % des postes d'administrateur étaient vacants. L'exécution du programme de travail a été caractérisée par un nombre important de produits reportés, surtout des publications techniques. Sur les 19 produits reportés, étaient terminés les travaux de fond dans près de la moitié des cas, mais les publications n'ont pas pu être distribuées à temps en raison de retards à l'impression. Les variations par rapport au programme prévu sont indiquées ci-après.

7.2 Dans le cadre du programme "Questions et politiques relatives au développement", les deux publications reportées étaient terminées en ce qui concerne les travaux de fond mais, pour des raisons logistiques, elles ne seront publiées qu'au début de l'année prochaine. Elles ont trait aux méthodes et modalités de planification du développement et à l'expérience acquise par les pays en développement en matière de coopération technique dans les domaines de la planification du développement et de l'exécution des plans de développement.

7.3 Dans le cadre du programme relatif aux ressources naturelles, un rapport sur un système d'orientation pour l'information sur les données de télédétection par satellite a été ajouté en application de la résolution 1989/8 du Conseil économique et social. En revanche, quatre produits ont été reportés : un rapport sur la quinzième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, une publication technique sur les fonctions des centres de télédétection et les services qu'ils fournissent, et deux numéros de la publication périodique intitulée Natural Resources Forum.

7.4 Dans le programme "Population", une publication a été reportée en 1992 pour des raisons de programmation, et une deuxième a été terminée en ce qui concerne les travaux de fond, mais sa publication a été reportée pour des raisons logistiques.

7.5 Cinq produits ont été reportés pour des raisons de programmation dans le programme relatif à l'administration et aux finances publiques, et deux ont été éliminés. Les produits reportés étaient des publications techniques sur les changements et tendances de l'administration et des finances publiques, les mesures permettant d'améliorer la productivité de la fonction publique, la gestion des finances publiques dans les pays en développement et la gestion des finances publiques dans les pays les moins avancés, et un manuel révisé sur la comptabilité nationale. L'un des produits, une publication technique considérée comme non prioritaire et consacrée au rôle des administrations locales dans le développement national, a été éliminé afin de libérer des ressources en vue de l'exécution de produits de plus haute priorité. Le deuxième produit éliminé, un rapport intérimaire sur le rôle du personnel national qualifié dans le développement économique et social des pays en développement, l'a été par une décision d'un organe délibérant.

Tableau 7.2. Nombre de projets de coopération technique
pendant l'exercice biennal 1990-1991

	Produits prévus				Produits effectifs			
	En cours	A entamer	Total	A achever	En cours	A entamer	Total	A achever
Questions et politiques relatives au développement	170	100	270	120	157	24	181	25
Ressources naturelles	90	30	120	30	269	24	293	38
Population	120	30	150	30	126	13	139	31
Administration et finances publiques	20	5	25	5	122	36	158	14
Energie	40	20	60	20	106	11	117	13
Total	440	185	625	205	780	108	888	121

Chapitre 8. CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET LES AFFAIRES HUMANITAIRES

Tableau 8.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Développement social et affaires humanitaires	240	130	25	34	51	16	8	54	64	66	69

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

8.1 La plupart des produits reportés ou éliminés étaient des publications techniques. La proportion de postes d'administrateur vacants a été en moyenne de 2 % pendant l'exercice 1990-1991. Au cours de cette période, il a fallu, pour disposer des ressources nécessaires à l'exécution des mandats supplémentaires, reporter ou éliminer un nombre important de produits prévus. Il convient cependant de noter que la moitié des produits qualifiés de reportés ont été dans une large mesure achevés mais que leur exécution a été retardée pour des raisons logistiques (imprimerie et publication). L'ampleur des changements introduits dans le cadre des différents thèmes de travail est indiquée ci-après.

Famille

8.2 L'Assemblée générale ayant proclamé l'Année internationale de la famille dans sa résolution 44/82, le Centre a établi un rapport sur l'état des préparatifs de ladite année. En outre, il a fait paraître une publication technique intitulée 1984 Année internationale de la famille, édifier la plus petite démocratie au coeur de la société et une nouvelle brochure intitulée Année internationale de la famille. Par suite de ces additions, trois numéros de La famille n'ont pu être publiés, deux ont été éliminés et un reporté.

Femmes

8.3 La plupart des produits ajoutés à la demande d'un organe délibérant avaient trait à cette question. Il s'agissait des services d'appui fonctionnel fournis pour deux réunions [l'une, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, l'autre du Groupe de travail sur la communication (Commission de la condition de la femme)] et de neuf rapports supplémentaires. Ces rapports portaient sur les thèmes suivants : mise en oeuvre, à l'échelle du système, du plan à moyen terme en ce qui concerne les femmes et le développement; suivi de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme et des enfants en Namibie; examen des mécanismes existant dans le domaine des communications concernant les femmes; deux listes de communications confidentielles et non confidentielles relatives aux femmes; avenir du Fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la femme; rôle des femmes dans la vie publique; préparatifs de la Conférence mondiale de 1995 sur la femme. Outre les rapports susmentionnés, deux autres ont été ajoutés, à l'initiative du Secrétariat, sur la mobilisation et l'intégration effectives des femmes au développement et sur les directives générales et les procès-verbaux adoptés par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Afin de pouvoir exécuter les produits supplémentaires, sept produits d'autres exercices, qui avaient été reportés, ont été éliminés et trois publications en série, dont Women News et Women 2000, ont été reportées.

Jeunes

8.4 Vu les mandats impartis dans les résolutions 44/59 et 45/103 de l'Assemblée générale et dans la résolution 1991/11 du Conseil économique et social sur les politiques et programmes relatifs aux jeunes, deux rapports

/...

supplémentaires ont été établis pendant l'exercice, l'un sur le problème de l'intégration des jeunes à la société, l'autre sur le Forum des jeunes du système des Nations Unies. Les ressources nécessaires pour élaborer ces deux rapports ont été dégagées en éliminant deux produits et en reportant quatre autres. Les publications éliminées portaient sur les jeunes dans le monde contemporain et la mise en valeur des ressources humaines en matière de planification dans le domaine des jeunes; les publications reportées concernaient l'opération d'examen et d'évaluation de la situation sociale des jeunes dans le monde contemporain, les jeunes et le SIDA, et deux numéros du bulletin Youth Information.

Vieillesse

8.5 Conformément à la résolution 1989/50 du Conseil économique et social sur la deuxième opération d'examen et d'évaluation de l'application du Plan d'action international sur le vieillissement, le Centre a fait paraître une Etude mondiale sur les mécanismes nationaux de coordination en matière de vieillissement. Parallèlement, une réunion d'experts et une réunion consultative visant à élaborer des directives relatives à l'établissement d'ordres du jour nationaux sur le vieillissement et à formuler des recommandations de programme à l'échelon national d'ici à l'an 2000 ont été annulées afin de ne pas faire double emploi avec les activités programmées pour 1992-1993, en particulier la réunion d'un groupe spécial d'experts sur le choix, pour la décennie 1992-2001, de cibles en matière de vieillissement. Par suite de l'annulation de la réunion consultative, une publication qui devait découler de ses recommandations a aussi été reportée.

Prévention du crime

8.6 Pour donner suite aux recommandations du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, à celles du huitième Congrès et à la résolution 45/108 que l'Assemblée générale a adoptée ultérieurement au sujet de l'étude des fonctions et du programme de travail de l'ONU en matière de prévention du crime et de justice pénale, le Centre a fourni un appui fonctionnel à un groupe de travail intergouvernemental et à une réunion ministérielle sur le programme de l'ONU susmentionné. En outre, trois rapports supplémentaires ont été établis, intitulés "Institut régional africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et autres instituts des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants", "Mesures pratiques contre la corruption" et "Peine capitale". Pour exécuter ces produits ajoutés, on a dégagé des ressources en reportant des produits au prochain exercice ou en les éliminant. Ainsi, quatre publications qui avaient été différées ont été éliminées, car elles étaient dépassées. Une compilation des règles et normes de l'ONU en matière de prévention du crime et de justice pénale a été éliminée parce qu'elle aussi avait perdu sa raison d'être, du fait de l'adoption des instruments en question par le huitième Congrès. Un rapport intérimaire sur les principes de base relatifs à l'usage de la force et des armes à feu par les agents de la force publique a aussi été éliminé, lesdits principes ayant été adoptés par le huitième Congrès et aucun rapport sur leur élaboration

/...

n'étant nécessaire. En outre, deux rapports, dont l'un concernait l'amélioration des méthodes de coopération pénale internationale pour la lutte contre les activités criminelles organisées et le trafic illicite de drogues et dont l'autre avait trait à des propositions de projet de convention sur la coopération internationale en matière pénale, ont été reportés à 1992 afin d'être présentés à la première session de l'organe directeur nouvellement créé, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

Chapitre 9. SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

Tableau 9.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Sociétés transnationales	185	120	1	40	24	7	19	64	65	66	76

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

9.1 Pendant l'exercice biennal 1990-1991, tous les postes d'administrateur du Centre sur les sociétés transnationales ont été occupés. Au cours de cette période, l'application du programme de travail a subi les effets des demandes croissantes des organes intergouvernementaux et des gouvernements d'une part, de l'évolution politique en Europe centrale et orientale d'autre part. Au cours de l'exercice, le Conseil économique et social a adopté quatre résolutions sur les transnationales en Afrique du Sud et sur les travaux du Centre des Nations Unies, à qui il a prescrit d'élargir ses activités dans plusieurs domaines, notamment quant aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. De ce fait, 40 produits ont été reportés, des publications pour la plupart. Les deux tiers de ces reports ont été dus au transfert de ressources aux travaux prioritaires découlant des nouveaux mandats, le tiers restant étant dû à l'absence des ressources extrabudgétaires escomptées. Les 24 produits annulés l'ont été le plus souvent parce que les produits initialement programmés étaient dépassés. Il s'agissait, notamment, de publications techniques sur les lois et règlements de pays d'Europe centrale et orientale et sur les coentreprises dans ces pays. Il s'agissait aussi de sept produits inscrits à des exercices précédents, qui avaient été reportés, ainsi que de produits programmés dans le cadre de l'opération conjointe de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. Les produits supplémentaires dont l'exécution a découlé de décisions des organes délibérants (7) ou de l'initiative du Secrétariat (19) reflétaient les nouvelles directives susmentionnées et la nécessité de tenir compte des tendances et de la situation actuelles en matière d'investissements étrangers directs dans le monde. Les produits ajoutés par les organes directeurs étaient essentiellement des documents techniques sur les échanges de dettes contre des fonds propres, l'environnement et les transnationales en Afrique du Sud. Les produits ajoutés par le Secrétariat concernaient principalement les services, en particulier la série de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et les normes de comptabilité en Afrique du Sud.

Chapitre 10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

Tableau 10.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Alimentation et agriculture	77	58	-	6	13	-	-	75	75	75	75
Questions et politiques de développement	17	15	-	1	1	-	-	88	88	88	88
Environnement	69	59	5	-	5	52	-	85	92	95	95
Etablissements humains	20	15	-	5	-	10	-	75	75	83	83
Développement industriel	60	51	-	5	4	7	-	85	85	86	86
Commerce international et financement du développement	59	48	-	4	7	-	-	81	81	81	81
Science et technique	12	10	-	-	2	5	-	83	83	88	88
Statistiques	102	75	-	12	15	20	7	73	73	77	83
Transports, communications et tourisme	138	130	1	-	7	2	1	94	94	95	95
Questions énergétiques	58	46	-	-	12	-	-	79	79	79	79
Total	612	507	6	33	66	96	8	82	83	86	87

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

10.1 Afin de mieux répondre aux changements importants qui ont lieu dans les pays membres d'Europe centrale et d'Europe orientale, le programme de travail de la CEE a été modifié dans tous les cas possibles de manière à mettre l'accent sur les problèmes et questions qui intéressent particulièrement les pays dont l'économie est en transition vers un système axé sur le marché. Dans la plupart des cas, on a atteint ce résultat en éliminant les produits qui ne paraissent plus avoir un rang de priorité suffisant pour être maintenus et en les remplaçant par d'autres produits qui ont plus d'intérêt pour les pays en transition. La plus grande partie des modifications apportées au programme résultaient de décisions d'organes délibérants, mais quelques-unes ont été dues à l'initiative du secrétariat. On trouvera ci-après le détail de ces changements. Il convient de noter que le taux moyen de vacances de poste d'administrateur n'a été que de 2 % durant l'exercice biennal.

Alimentation et agriculture (y compris produits forestiers)

10.2 Certaines activités ont été annulées ou reportées, en partie du fait de la restructuration et du reclassement des priorités résultant de la décision O (45) de la Commission, adoptée le 14 décembre 1990. Deux organes subsidiaires ont été abolis et remplacés par deux nouveaux groupes de travail orientés vers les secteurs prioritaires, à savoir l'agriculture et l'environnement, ainsi que les aspects économiques du secteur agro-alimentaire et la gestion des exploitations agricoles. Le remaniement des priorités a entraîné un redéploiement des ressources vers le soutien aux pays en transition de l'Europe centrale et de l'Europe orientale, par exemple avec l'organisation d'ateliers. En outre, le tableau des effectifs continue de pâtir des gels du recrutement pour un certain nombre de postes financés par la FAO, si bien que plusieurs rapports déjà reportés d'exercices biennaux précédents, par exemple ceux relatifs à des profils de pays dans le domaine des marchés de produits agricoles et des forêts et produits forestiers, ont dû être annulés car on ne pouvait les maintenir au programme sans faire fi des réalités. Un séminaire a été annulé par décision du pays hôte prévu.

Questions et politiques de développement

10.3 Le programme s'est déroulé sans à-coups, la plupart des produits programmés étant exécutés en temps voulu. Le produit éliminé était une monographie, destinée à un séminaire, sur les tendances de l'évolution des services individuels et collectifs. Il est devenu inutile d'établir ce document, car les représentants des gouvernements qui participaient au séminaire ont traité de la question. L'établissement d'un ouvrage technique relatif au secteur des services a été achevé, mais il est encore en cours de publication.

Environnement

10.4 Les additions au programme de travail (52 produits) ont été bien plus considérables que les soustractions. Elles ont été rendues possibles grâce à l'assistance des experts gouvernementaux. Additions comme soustractions ont

/...

été faites sur la demande d'organes délibérants. C'est ainsi que, à propos de la pollution atmosphérique et dans le contexte de la refonte des organes subsidiaires de la CEE, deux groupes de travail ont été créés, chargés l'un des technologies et l'autre des stratégies. En conséquence, trois réunions de ces groupes de travail ont été consacrées à la question du contrôle des émissions et des composés organiques volatils; des rapports ont été établis. Le plus grand nombre de produits additionnels (24) ont été introduits par les conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE. Il s'agissait de réunions et de rapports portant principalement sur l'environnement et l'économie, ainsi que d'un document sur les droits et obligations en matière d'environnement, destiné à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Quatorze autres produits (réunions et rapports sur les problèmes écologiques et hydrauliques) ont été ajoutés par les conseillers principaux en complément aux travaux du secrétariat sur le projet de convention relatif à la protection et l'utilisation des cours d'eau et lacs transfrontières qui doit être adopté en 1992.

Etablissements humains

10.5 L'exécution de programmes durant l'exercice biennal a subi l'effet des changements intervenus dans l'ordre de priorité. En 1990, le Comité a identifié deux priorités principales pour ses activités : le développement durable des établissements humains et l'assistance aux pays en période de transition socio-économique. Il a pris des mesures pour réorienter son programme de travail en fonction de ces domaines prioritaires. En conséquence, 10 produits additionnels (ateliers et colloques de recherche) portaient sur la transition et les aspects durables. Deux produits (séminaires) ont été reportés par les pays hôtes et les autres trois produits reportés étaient des publications relatives au logement.

Développement industriel

10.6 Les cinq produits reportés étaient une réunion spéciale remise à février 1992 et quatre publications : le report de deux bulletins statistiques sur l'acier est imputable à la diminution des ressources; la publication relative aux techniques de modernisation ne pourra être entreprise qu'après la tenue, en mai 1992, du troisième atelier consacré à cette question; une étude sur les industries chimiques est achevée, mais son impression est retardée. Les quatre produits éliminés étaient une étude sur l'acier et une réunion connexe, ainsi que deux séminaires sur les industries chimiques et mécaniques. Les organes délibérants ont demandé l'élimination de ces produits. Ils ont été remplacés par deux réunions et une étude prescrites par le Comité de l'industrie chimique, ainsi que par quatre ateliers prescrits par le Groupe de travail des industries mécaniques et électriques et de l'automatisation. Deux de ces ateliers étaient consacrés aux économies en transition.

Commerce international et financement du développement

10.7 Sur les quatre produits reportés, l'un était une réunion d'un groupe spécial d'experts, dont le report a été décidé par le Comité pour le développement du commerce à sa trente-neuvième session. Les trois autres produits reportés étaient des bulletins qui ne paraîtront qu'en 1992. Quant aux sept produits éliminés, il s'agissait de publications et de rapports techniques. Leur élimination a été décidée dans un cas par le secrétariat et dans tous les autres par les organes délibérants. Toutes ces décisions ont procédé de considérations de programme.

Science et technique

10.8 Dix produits ont été exécutés alors que 12 étaient prévus. Parmi les produits éliminés, il faut citer notamment un séminaire et un rapport sur les remaniements du Manuel des procédures de cession de licences. Ces deux éliminations ont été décidées par des conseillers principaux. Les quatre produits additionnels ont été demandés par des organes délibérants. Il s'agit d'un rapport sur les politiques scientifiques et techniques, d'un rapport sur la gestion de la recherche-développement dans les économies en transition et de deux rapports relatifs à la prévision des séismes.

Statistiques

10.9 Les variations par rapport au programme ont consisté à éliminer 15 produits et à en reporter 12. Ces éliminations et reports ont été compensés par l'exécution de 27 produits additionnels durant l'exercice biennal. Les 15 produits éliminés se composaient en grande partie de réunions annulées (et de rapports en vue de réunions non établis), la Conférence des statisticiens européens ne leur attribuant plus un rang de priorité suffisant. Sur les 12 produits reportés, 10 doivent être exécutés durant l'exercice biennal 1992-1993 et les deux derniers, qui comportent des activités communes avec l'OMS, ont été reportés à 1994 sur la demande de celle-ci. Parmi les 27 produits additionnels, 20 ont été prescrits par des organes délibérants ou résultent de décisions prises par la Conférence des statisticiens européens à ses sessions plénières annuelles et 7 ont été élaborés à l'initiative du secrétariat. Les produits ajoutés par la décision l'organes délibérants ont été des réunions organisées par la Conférence des statisticiens européens et portant sur des domaines statistiques hautement prioritaires; beaucoup étaient conçus pour porter essentiellement sur les problèmes et questions statistiques d'intérêt particulier pour les pays l'Europe centrale et orientale dont les économies sont en transition vers un système axé sur le marché. Les produits additionnels exécutés sur l'initiative du secrétariat consistaient en cinq rapports établis pour fournir une assise plus solide aux débats menés dans le cadre de diverses réunions organisées par la Conférence des statisticiens européens et en deux publications destinées à aider les spécialistes des pays en transition à voir comment les pays à économie de marché établissent des statistiques dans certains domaines.

/...

Transport, communications et tourisme

10.10 Les sept produits éliminés étaient cinq réunions d'experts et deux publications. Deux des réunions ont été annulées par la décision d'organes délibérants, tandis que les trois autres l'ont été sur l'initiative du secrétariat (deux de celles-ci étaient reportées de l'exercice biennal précédent et avaient perdu leur raison d'être). Les deux publications éliminées étaient également des reports de l'exercice biennal 1988-1989, qui ne présentaient plus d'intérêt. Les deux produits ajoutés par la décision d'organes délibérants étaient des réunions du Groupe de travail des transports par voie navigable et du Groupe de travail des transports routiers. Le produit ajouté par le secrétariat était une réunion de groupe d'experts portant sur des questions douanières.

Energie

10.11 L'unique modification apportée au programme a consisté à éliminer 12 produits. Sept d'entre eux étaient des publications et des rapports qui avaient été reportés depuis plus de deux exercices biennaux et qui, de ce fait, ne présentaient plus d'intérêt. Sur les cinq produits restants, l'un était un colloque sur les nouvelles techniques relatives au secteur du charbon, qui a été éliminé par l'organe délibérant compétent (Comité du charbon). Les quatre autres, à savoir une publication, deux réunions sur les statistiques des gaz et une sur les centrales électriques, ont été éliminés par le secrétariat parce qu'ils avaient perdu leur raison d'être et appelaient des remaniements. Par contre, des travaux visant à aider les économies en transition à s'intégrer aux marchés énergétiques mondiaux ont été mis en route.

Chapitre 11. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Tableau 11.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Alimentation et agriculture	119	95	2	11	11	-	-	79	81	81	81
Affaires de la mer	5	3	-	1	1	-	-	60	60	60	60
Questions et politiques de développement	28	14	-	5	9	3	1	50	50	54	58
Environnement	22	14	3	3	2	-	-	63	77	77	77
Etablissements humains	5	3	1	-	1	-	-	60	80	80	80
Développement industriel	13	1	3	6	3	1	-	7	30	35	35
Commerce international et financement du développement	97	77	1	8	11	-	3	79	80	80	83
Transports maritimes et ports	27	16	6	3	2	1	-	59	81	82	82
Ressources naturelles	46	35	1	4	6	2	-	76	78	79	79
Population	89	65	1	19	4	-	-	73	74	74	74

/... .

Tableau 11.1 (suite)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Science et technique	12	8	-	2	2	-	-	66	66	66	66
Développement social et affaires humanitaires	41	39	-	1	1	5	-	95	95	95	95
Statistiques	43	22	5	2	14	-	-	51	62	62	62
Transports, communications et tourisme	38	18	4	-	16	5	-	47	57	62	62
Energie	26	17	4	4	1	2	-	65	80	82	82
Total	611	427	31	69	84	19	4	69	74	75	76

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

11.1 La proportion de postes vacants au cours de l'exercice biennal a été de 6 %. L'exécution du programme de travail a subi au cours de cette période des modifications importantes, nombre d'éléments en ayant été remaniés, reportés ou ajoutés. La plupart de ces modifications avaient été demandées par les organes délibérants et/ou approuvées par la Commission à sa quarante-sixième session. On trouvera ci-après l'explication de ces variations par rapport au programme.

Alimentation et agriculture

11.2 Il y a eu dans ce programme 11 produits reportés et 11 produits éliminés. Les produits reportés ont été pour la plupart des publications. Plusieurs d'entre elles ont été retardées par des délais imprévus de la collecte des données, des contributions fournies par les pays et/ou des modalités de publication. Il est prévu qu'elles sortent au cours de l'exercice biennal 1992-1993. Les produits éliminés avaient tous été reportés de 1988-1989 ou d'exercices antérieurs, et leur élimination a permis de consacrer les ressources correspondantes à des produits plus hautement prioritaires. La Commission en a approuvé l'élimination à sa quarante-sixième session. Comme précédemment, le programme a été fortement tributaire des ressources extrabudgétaires pour les publications et diverses études, exécutées pour la plupart dans le cadre du réseau d'études, de recherches et d'informations sur les engrais pour l'Asie et le Pacifique.

Affaires de la mer

11.3 Avec des ressources limitées, auxquelles se sont ajoutées celles que l'on a redéployées du programme concernant les ressources naturelles, le programme de travail a été exécuté au prix de quelques ajustements mineurs. Par exemple, une étude des avantages à tirer d'une gestion rationnelle des ressources minérales de la mer est encore en cours de réalisation du fait qu'on a mis longtemps à recruter le consultant voulu. Par ailleurs, un rapport reporté de l'exercice biennal précédent a été éliminé, car il ne présentait plus d'intérêt pour le plan à moyen terme 1992-1997.

Questions et politiques de développement

11.4 On a exécuté le programme en y ajoutant quatre produits, dont trois demandés par les organes délibérants. Comme l'avait demandé la Commission, une grande étude thématique a été consacrée aux perspectives, aux priorités et aux grands choix de la coopération économique régionale en Asie et dans le Pacifique, et une réunion intergouvernementale a porté sur la coopération économique régionale. En outre, il a été décidé d'accroître la portée et le degré de détail des études sur la mobilisation de l'épargne intérieure et sur les ressources financières nécessaires aux pays les moins avancés de la région.

11.5 Pour une bonne part, c'est grâce à la possibilité d'obtenir des fonds extrabudgétaires qu'on a pu ajouter ces produits, mais il a néanmoins fallu les compenser en reportant cinq produits à l'exercice 1992-1993. Parallèlement, neuf produits reportés d'exercices précédents ont été jugés périmés et donc éliminés.

/...

Environnement

11.6 Ce programme a connu une forte proportion de postes vacants, de 30 % environ, mais, grâce à un financement et un appui extrabudgétaires importants, il a néanmoins pu être exécuté dans une large mesure. Des cinq produits reportés, trois entraient dans les éléments de programme prioritaires (notamment un rapport à la Commission et une publication technique). La collecte et l'analyse des données ayant pris du retard, ces produits seront achevés au cours de l'exercice biennal 1992-1993. En revanche, le Comité de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement ne s'est pas réuni, et il n'y a donc pas eu à assurer les services correspondants, la structure intergouvernementale de la Commission faisant l'objet d'une refonte. Les deux produits éliminés étaient une réunion reportée de l'exercice 1988-1989 et un numéro (trimestriel) de ESCAP Environment News.

Etablissements humains

11.7 Le programme a été exécuté comme prévu. Seul un produit a été éliminé par les organes délibérants, à savoir la réunion du Comité de l'industrie, de la technologie et des établissements humains.

Développement industriel

11.8 Les modifications apportées visaient à stabiliser les ressources du programme et à se conformer aux directives supplémentaires données par la Commission au cours de l'exercice biennal. Ainsi que la Commission en avait décidé à sa quarante-sixième session, on s'est attaché particulièrement à établir une étude sur la restructuration industrielle en Asie et dans le Pacifique, en vue de renforcer la coopération régionale, qui était l'un des thèmes de la quarante-septième session de la Commission. En outre, vers la fin de 1991, on s'est concentré sur les travaux préparatoires de la réunion des ministres de l'industrie et de la technologie, désormais reportée à 1992. Pour dégager les ressources à cette fin, la Commission a éliminé à sa quarante-sixième session une publication reportée de 1988-1989 et deux réunions. Par ailleurs, la publication du Small Industries Bulletin et de l'Industrial Development News for Asia and the Pacific a été retardée, de même que les études sur le développement industriel sectoriel et l'accroissement de l'efficacité des techniques et des méthodes de gestion, dont l'achèvement a été reporté à 1992.

Commerce international et financement du développement

11.9 Huit produits ont été reportés et 11 ont été éliminés, trois produits ayant été ajoutés sur l'initiative du secrétariat. Les produits éliminés étaient pour l'essentiel des publications reportées d'exercices antérieurs. Ils ont été éliminés du fait qu'on n'a pas obtenu de fonds extrabudgétaires pour la publication et qu'ils auraient perdu leur intérêt si on les avait retardés plus encore. Les produits reportés étaient surtout des réunions qui n'ont pu être tenues comme prévu à cause du calendrier des négociations multilatérales sur le commerce international d'Uruguay. Les produits ajoutés

étaient des manuels de négociants pour six pays supplémentaires, et le répertoire des importateurs de soie. Ils ont été ajoutés par le secrétariat pour faciliter l'accès aux données commerciales nécessaires afin de mieux poursuivre les objectifs du programme concernant la promotion des échanges et le développement des marchés dans la région.

Ressources naturelles

11.10 Les principales modifications de ce programme découlent de décisions nouvelles de l'Assemblée générale et de la Commission, ainsi que de divers problèmes naturels ayant surgi dans les pays de la région, ce qui a porté à ajuster les priorités et la répartition des ressources. Fait important, l'initiative mondiale de lancement de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles a amené à réorienter bien des activités de ce programme. Par exemple s'est tenu en 1991 le Colloque régional CESAP/UNDRO sur ladite Décennie. En outre, on a envoyé des missions consultatives et aidé à atténuer et à gérer les pertes dues aux graves inondations qui ont touché plusieurs pays de la région au cours de l'exercice. Les priorités ayant été modifiées, on a reporté à 1992-1993 la préparation de plusieurs publications sur l'exploration des ressources naturelles et l'utilisation de la géologie pour la planification. On a, pour éviter un double emploi, éliminé le rapport sur les problèmes causés par les catastrophes naturelles dans quelques pays les moins avancés et pays en développement insulaires. On a également éliminé les bulletins d'information et une publication qui avait été reportée de l'exercice 1988-1989.

Energie

11.11 Les ajustements apportés au programme ont été rendus nécessaires par de nouvelles décisions prises au cours de l'exercice. Ainsi, conformément aux résolutions 45/211 et 45/212 de l'Assemblée générale, le secrétariat a réorienté ses travaux pour traiter des problèmes tenant à la fois à l'énergie et à l'environnement, tels que les effets climatiques de l'utilisation accrue des combustibles fossiles. Le secrétariat s'est également intéressé aux effets du choc des prix pétroliers d'août 1990 et il a mis en chantier une étude sur ces effets et sur les réactions dans les pays en développement de la région. Répondant à la préoccupation exprimée par la Commission à sa quarante-septième session, il a continué à étudier la capacité d'adaptation en matière énergétique et les politiques des prix. Parallèlement, il a combiné plusieurs numéros des ESCAP Energy News et éliminé une étude des échanges d'informations sur les utilisations pacifiques des techniques nucléaires dans les sciences de la vie, cette étude n'étant pas prioritaire et ne présentant qu'un intérêt limité pour le programme.

Population

11.12 Les travaux démographiques du secrétariat demeurant tributaires des ressources extrabudgétaires, il n'avait pas été possible d'en prévoir le financement avec certitude. De ce fait, quatre produits ont été éliminés et 19 autres reportés à l'exercice en cours.

/...

Science et technique

11.13 Deux produits ont été reportés et seront achevés pendant l'exercice en cours. Deux autres ont été éliminés sur décision de la Commission. Il s'agit de la réunion du Comité de l'industrie, de la technologie et des établissements humains, qui a été annulée, et d'une réunion reportée de l'exercice précédent, qui ne suscitait pas assez d'intérêt parmi les gouvernements.

Statistiques

11.14 Les écarts par rapport au programme tiennent au retard mis à pourvoir des postes vacants et à l'introduction de nouveaux arrangements applicables aux dépenses d'appui au PNUD, et notamment au FNUAP. Dans ce dernier cas, il a fallu consacrer aux consultations, aux négociations et à l'établissement des rapports une part importante des ressources en personnel du budget ordinaire, ce qui n'avait pas été prévu au moment où l'on avait élaboré le programme de travail. Le sous-programme d'informatisation du secteur public a tout particulièrement été retardé par le fait que les ressources financières extrabudgétaires qui avaient été prévues n'ont pas été obtenues. Le manque de ces ressources a obligé à donner la préférence aux activités prioritaires qui ne pouvaient être reportées, telles que l'assistance technique aux gouvernements (programmes de formation, services consultatifs pour le développement des statistiques), et à reporter ou à combiner dans la mesure du possible certaines publications prévues, judicieusement choisies. Il faut noter que des 14 produits éliminés, 13 avaient été reportés de l'exercice biennal 1988-1989 et ne pouvaient plus être différés.

Transports I (transports, communications et tourisme)

11.15 Les variations par rapport au programme tiennent à la constitution par fusion du Comité du transport maritime, des transports et des communications (1990), conformément à la résolution 262 (XLIII) relative à la structure des comités de la CESAP, qui a entraîné la fusion des deux programmes relatifs aux transports. Les modifications ont permis de refléter plus précisément la nature des activités à entreprendre et à remédier à la surprogrammation, qui était très marquée. Ainsi, plusieurs produits ont été ajoutés selon les directives de la Commission pour faciliter le déroulement de la deuxième phase de la Décennie des transports et des communications en Asie et dans le Pacifique, et pour aider les Etats membres à développer le tourisme, notamment sous ses aspects socio-économiques et écologiques. Il s'est agi notamment de la réunion des responsables gouvernementaux chargés de la Décennie des transports et des communications (1985-1994) et de plusieurs publications. En revanche, nombre de publications ont été éliminées car elles étaient devenues superflues.

Transports II (transports maritimes, ports et voies navigables intérieures)

11.16 Là aussi, les modifications ont tenu essentiellement à la constitution par fusion du Comité du transport maritime, des transports et des communications (1990). Ainsi, plusieurs rapports prévus au Comité ont été

inclus dans deux grands documents d'ensemble pour mieux tenir compte de la fusion des activités de transports et de communications résultant de celle des comités. En revanche, au lieu de publier deux documents comme prévu, on a décidé de n'en publier qu'un et la parution de trois publications a été reportée à 1992. Le produit supplémentaire (conforme aux directives des organes délibérants) est venu s'ajouter aux produits programmés touchant l'élaboration de directives types de législation maritime et portuaire.

Développement social

11.17 De nouveaux produits ont été introduits, conformément aux décisions des organes délibérants, pour répondre à des problèmes nouveaux dans la région. Il s'est agi notamment d'initiatives prises pour soutenir la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, et de la coopération pour le développement social et la lutte contre l'abus des drogues sous l'angle de la demande. Il faut noter que c'est grâce à un financement extrabudgétaire que ces produits ont pu être ajoutés par le secrétariat. En revanche, la parution d'une publication a été reportée et une autre, reportée de l'exercice biennal précédent, a été éliminée comme dépassée.

Tableau 12.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Direction exécutive et administration	7	7	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Alimentation et agriculture	9	7	-	-	2	-	1	77	77	77	88
Questions et politiques de développement	61	59	-	2	-	-	-	96	96	96	96
Environnement	3	1	-	2	-	-	-	33	33	33	33
Etablissements humains	6	6	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Développement industriel	15	14	-	1	-	-	-	93	93	93	93
Commerce international et financement du développement	116	109	-	3	4	-	-	93	93	93	93
Ressources naturelles	11	11	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Population	70	68	-	1	1	-	1	97	97	97	98

Tableau 12.1 (suite)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Science et technique	4	3	-	-	1	-	-	75	75	75	75
Développement social et affaires humanitaires	24	23	-	-	1	-	-	95	95	95	95
Statistiques	30	27	-	-	3	-	-	90	90	90	90
Transports, communications et tourisme	21	21	-	-	-	-	-	100	100	100	10
Energie	10	10	-	-	-	-	-	100	100	100	10
Total	387	366	-	9	12	-	2	94	94	94	95

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

12.1 Dans la catégorie des administrateurs, la proportion de postes vacants a été en moyenne de 2 % pour l'ensemble de l'exercice biennal 1990-1991. Au cours de cette période, l'exécution du programme de travail de la CEPALC a été conforme aux prévisions, avec des variations minimales par rapport au programme. Tous les éléments de programme bénéficiant d'une priorité absolue ont été intégralement exécutés. Tous les produits reportés ou éliminés l'ont été sur l'initiative du secrétariat. Sur les neuf publications techniques qui ont été reportées à 1992-1993, six ont été achevées quant au fond, mais leur publication a été retardée pour des raisons logistiques, tandis que les trois autres sont en cours d'exécution et devraient être terminées dans le courant de 1992. Au total, 12 produits ont été éliminés, à savoir sept publications et cinq réunions. Deux de ces publications avaient été reportées de l'exercice biennal précédent et ne pouvaient pas être différées davantage. Deux autres faisaient double emploi avec des études de la FAO. Les autres publications et les réunions ont été éliminées compte tenu du programme.

Chapitre 13. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Tableau 13.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Direction exécutive et administration	59	28	1	-	30	-	1	47	49	49	50
Alimentation et agriculture	83	80	1	-	2	-	16	96	97	97	116
Affaires de la mer	2	2	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Questions et politiques de développement	202	177	5	5	15	28	6	87	90	91	93
Environnement	12	9	-	3	-	-	-	75	75	75	75
Etablissements humains	11	11	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Développement industriel	50	41	1	4	4	-	4	82	84	84	92
Commerce international et financement du développement	54	41	1	9	3	-	4	75	77	77	85
Ressources naturelles	25	15	-	7	3	-	2	60	60	60	68
Population	18	17	-	-	1	-	-	94	94	94	94

Tableau 13.1 (suite)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Administration et finances publiques	22	22	-	-	-	-	1	100	100	100	104
Science et technique	7	7	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Développement social et affaires humanitaires	51	47	1	2	1	-	2	92	94	94	98
Statistiques	96	82	-	11	3	-	2	85	85	85	87
Transports, communications et tourisme	57	50	6	-	1	3	4	87	98	98	105
Energie	6	6	-	-	-	-	1	100	100	100	116
Total	755	635	16	41	63	31	43	84	86	86	92

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

13.1 Au cours de l'exercice biennal, la proportion de postes vacants a été de l'ordre de 10 %. Dans l'ensemble, l'exécution du programme de travail a été conforme aux prévisions; toutefois, on a enregistré certaines variations en raison des activités supplémentaires qui ont été prescrites et parce qu'il a fallu faire face à des problèmes nouveaux. Ainsi, au titre du programme Questions de développement (MULPOC), de nombreux produits supplémentaires, ajoutés tant à la demande des organes délibérants que sur l'initiative du secrétariat, ont été exécutés. Les activités supplémentaires ont porté sur la coopération économique, les groupements économiques au niveau sous-régional et la sécurité économique. S'agissant du commerce international, des produits supplémentaires ont été ajoutés par le secrétariat dans le cadre de la préparation et du suivi de la Conférence des ministres africains des finances. Par ailleurs, la nécessité de fournir un appui technique à des institutions créées récemment, à savoir l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et l'Institut africain de réadaptation, a été la principale raison des écarts par rapport au programme de développement social. Les variations au titre du programme de statistiques sont imputables à l'utilisation sur une longue période de certaines des ressources du programme au profit d'activités liées au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Les activités supplémentaires prescrites au titre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique ont entraîné un certain nombre de travaux supplémentaires et des remaniements importants d'activités programmées au titre du programme des transports.

13.2 Grâce à un financement de la FAO, de nombreux produits supplémentaires ont été ajoutés au programme Alimentation et agriculture, qui a ainsi bénéficié d'une conjoncture financière favorable. Par contre, l'exécution du programme des ressources naturelles s'est ressentie de l'insuffisance des ressources extrabudgétaires par rapport aux prévisions, particulièrement en ce qui concerne les ressources minérales. Enfin, les écarts par rapport au programme Direction exécutive et administration reflètent le regroupement d'un grand nombre de produits d'information, comme les communiqués de presse ou les feuillets d'information, en un nombre plus restreint de publications.

Chapitre 14. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

Tableau 14.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Direction exécutive et administration	20	1	1	4	14	-	-	5	10	10	10
Alimentation et agriculture	12	4	-	7	1	-	-	33	33	33	33
Questions et politiques de développement	7	2	1	1	3	-	2	28	42	42	71
Environnement	3	-	2	-	1	-	5	-	66	66	233
Etablissements humains	7	-	-	5	2	-	-	-	-	-	-
Développement industriel	19	1	2	11	5	-	2	5	15	15	26
Commerce international et financement du développement	7	2	-	-	5	-	-	28	28	28	28
Ressources naturelles	6	3	-	3	-	-	-	50	50	50	50
Population	16	1	-	9	6	-	-	6	6	6	6

Tableau 14.1 (suite)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Administration et finances publiques	5	2	-	2	1	-	-	40	40	40	40
Science et technique	4	1	-	2	1	-	1	25	25	25	50
Développement social et affaires humanitaires	11	4	-	4	3	-	-	36	36	36	36
Statistiques	11	2	-	-	9	-	-	18	18	18	18
Transports, communications et tourisme	10	1	-	8	1	-	-	10	10	10	10
Energie	9	2	-	6	1	-	-	22	22	22	22
Total	147	26	6	62	53	-	10	17	21	21	28

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

14.1 La crise du Golfe a entraîné un arrêt total des travaux de la CESAO pendant une année entière. De ce fait, on n'a pu achever que les 37 produits qui étaient à un stade d'exécution relativement avancé lorsque la crise a éclaté, en août 1990. Une priorité absolue avait été attribuée à quatre d'entre eux et 13 autres avaient été reportés d'exercices antérieurs. Tous les autres produits programmés ont été soit reportés, s'ils ont encore leur raison d'être dans le cadre du plan à moyen terme pour 1992-1997, soit éliminés, étant devenus caducs compte tenu des circonstances changeantes dans la région et de l'apparition de nouvelles priorités. Certaines de ces priorités se sont traduites en produits supplémentaires, qui ont été ajoutés au programme sur l'initiative du secrétariat. Ainsi, deux publications ont été produites portant, l'une sur le rôle de la région dans l'économie mondiale durant les années 90 et l'autre sur l'impact de la crise du Golfe sur les pays de la région. Cinq documents sur l'environnement ont été élaborés à l'intention de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement, réunion régionale préparatoire tenue au Caire en septembre 1991. En outre, la Commission a assuré le service d'une réunion intergouvernementale sur la gestion des changements technologiques et a produit les rapports relatifs à cette réunion.

Chapitre 15. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

Tableau 15.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Direction administrative et administration	54	28	-	12	14	2	-	51	51	53	53
Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires	30	30	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Coopération économique entre pays en développement	43	19	5	6	13	1	-	44	55	56	56
Produits de base	94	33	-	6	55	2	4	35	35	36	40
Articles manufacturés et semi-finis	73	48	21	1	3	4	1	65	94	94	96
Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	9	6	1	1	1	-	-	66	77	77	77

Tableau 15.1 (suite)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Questions monétaires, questions financières et développement	31	10	8	3	10	7	-	32	58	65	65
Assurances	4	-	1	2	1	-	-	-	25	25	25
Facilitation du commerce	16	-	-	-	16	-	-	-	-	-	-
Transfert de technologie	67	40	3	17	7	5	2	59	64	66	69
Transports maritimes et ports	66	50	-	2	14	1	-	75	75	76	76
Services statistiques et informatiques	37	29	8	-	-	-	2	78	100	100	105
Total	524	293	47	50	134	22	9	55	64	66	67

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

15.1 Au cours de l'exercice biennal, le taux de vacance de poste a été de 2 % en moyenne, ce qui est très faible. L'évolution continue de la situation en Europe centrale et orientale et les préparatifs de la huitième session de la CNUCED ont beaucoup influé sur l'exécution du programme de travail dans son ensemble, mais l'ampleur des ajustements requis a varié d'un programme à l'autre. L'impact de ces deux facteurs a été beaucoup plus faible sur les programmes relatifs aux pays les moins avancés et aux statistiques qui, en gros, ont été exécutés comme prévu. Leur incidence sur les autres programmes est examinée ci-après.

15.2 Si le programme de coopération économique entre pays en développement a été modifié, c'est en grande partie parce que la deuxième série de négociations du GATT a pris du retard et qu'il a fallu transférer des ressources à des activités plus urgentes ayant pour but de préparer la huitième session.

15.3 Sur les 55 produits qui ont été éliminés du programme "Produits de base", 27 l'ont été à l'issue de décisions des gouvernements qui ont renoncé à tenir des consultations sur tel ou tel produit. De plus, cinq conférences des Nations Unies consacrées à des produits spécifiques, qui devaient avoir lieu au cours de l'exercice 1990-1991, ont été reportées et sont maintenant inscrites au calendrier de réunions et au budget de la CNUCED pour l'exercice en cours. Les produits concernés sont le sucre, le cacao, le caoutchouc naturel, le bois tropical et l'huile d'olive. Les autres produits éliminés, qui avaient déjà été prévus au cours d'exercices précédents, avaient perdu de leur utilité, ce qui excluait de les reporter une nouvelle fois.

15.4 Le programme relatif aux articles manufacturés et semi-finis a été sensiblement remanié et a notamment subi quelques ajouts au cours de l'exercice. Les réaménagements opérés avaient pour but de mieux cerner certaines questions figurant à l'ordre du jour de la huitième session, notamment les politiques de concurrence et les pratiques commerciales restrictives. Certains produits ont été supprimés du fait du report de la treizième session de la Commission des articles manufacturés et des activités s'y rattachant. Les travaux effectués par le secrétariat pour préparer cette session ont servi de contribution au rapport analytique destiné à la huitième session de la Conférence.

15.5 C'est essentiellement pour faire place aux sept produits supplémentaires demandés par des organes délibérants qu'on a dû reformuler ou supprimer, une partie des produits prévus dans le cadre du programme touchant les questions monétaires, les questions financières et le développement. Certains ont été regroupés, tandis que d'autres ont servi d'apport à la réalisation des produits supplémentaires. Ceux-ci consistaient essentiellement en contributions au rapport du Secrétaire général de la CNUCED à la huitième session, à un rapport sur des expériences d'ajustement et au projet de texte de négociation de la huitième session.

/...

15.6 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, les organes délibérants ont considérablement modifié les grandes orientations du programme de travail relatif à la facilitation du commerce, et l'ordre de priorité s'y rapportant. Les produits initialement prévus sont devenus périmés du fait que les initiatives et mesures de facilitation du commerce ont rapidement changé de nature. L'informatisation des procédures douanières, la collecte et la saisie de l'information et les systèmes de suivi des cargaisons ont bénéficié d'un intérêt croissant au cours de l'exercice. Le programme de facilitation du commerce a permis d'appuyer les efforts de coopération technique dans ces domaines, notamment des projets de collecte des données douanières. Les activités de la Division des transports maritimes et de la Division des pays les moins avancés relatives à la facilitation du commerce ont également bénéficié des apports du programme. En fin de compte, la notion de produit final a disparu de ce programme, qui a fourni des produits intermédiaires tout au long de l'exercice. En outre, à partir du milieu de l'année 1991, le programme a été appelé à jouer, à titre prioritaire, un rôle moteur dans le lancement d'une initiative pour l'efficacité dans le domaine du commerce, question inscrite à l'ordre du jour de la huitième session. Il a également permis de contribuer au rapport analytique et au rapport du Secrétaire général destinés à la Conférence.

15.7 Le programme relatif au commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents a été, lui aussi, considérablement remanié. En octobre 1990, le Conseil du commerce et du développement a fait sien le point de vue selon lequel certaines des questions inscrites à ce programme de travail devaient être examinées dans le cadre plus général du commerce international et de la coopération économique. Les produits prévus, qui consistaient à assurer le service des sessions du Conseil et à établir la documentation connexe, ont été modifiés et ont finalement consisté à analyser les incidences des changements survenus dans les pays d'Europe orientale et les modalités d'intégration de ces derniers dans l'économie mondiale.

15.8 Quant au programme consacré aux assurances, il a été modifié en application de la résolution 33 (XIII) de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, qui a demandé une refonte du programme prévu pour 1990-1991. On a donc supprimé un produit et on en a reformulé un autre pour inclure dans le programme la question des assurances agricoles. Enfin, la quatorzième session de la Commission ayant été remise à novembre 1992, on a également reporté la publication d'un rapport sur l'assurance et la réassurance dans les pays en développement.

15.9 L'exécution du programme relatif au transfert de technologie a été modifiée conformément aux résolutions 32 (VII) et 33 (VIII) de la Commission du transfert de technologie. Plusieurs produits ont été supprimés pour tenir compte du changement d'orientation demandé par la Commission, tandis que d'autres ont été différés en attendant que les organes intergouvernementaux compétents se prononcent sur leur exécution. Certains produits ont dû être différés du fait que leur exécution dépendait de l'adoption du projet de code de conduite pour le transfert de technologie, qui a fait l'objet d'une série

de consultations officieuses et d'un rapport complémentaire établi par la CNUCED conformément à la résolution 45/204 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990. Deux études importantes consacrées, la première, à l'application des lois et règlements régissant le transfert de technologie et la seconde, aux "tendances historiques de la protection de la technologie dans les pays développés et leur applicabilité aux pays en développement" ont également été ajoutées au programme à la demande d'organes délibérants. Pour exécuter ces activités nouvelles, il a fallu reporter quelques produits sur l'exercice en cours.

15.10 Le calendrier des réunions prévues dans le cadre du programme "Transports maritimes et ports" a dû être modifié pour tenir compte de la tenue de la huitième session de la CNUCED en février 1991 et de ses réunions préparatoires. En conséquence, on a annulé la quinzième session de la Commission des transports maritimes, les réunions du Groupe d'experts du transport multimodal et du Groupe intergouvernemental d'experts des ports, ainsi que la Conférence sur les privilèges et hypothèques maritimes et l'on a annulé ou reporté la publication des rapports correspondants. Par ailleurs, l'ordre de priorité des activités relatives au développement des ports a été modifié par le Groupe intergouvernemental d'experts des ports en septembre 1990. On a donc supprimé cinq produits. En revanche, à la suite d'une décision d'un organe délibérant, on en a ajouté un : le service de la reprise de la session de la Conférence chargée d'examiner la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes.

Chapitre 16. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Tableau 16.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Promotion du commerce et développement des exportations	110	39	8	10	53	-	5	35	42	42	47

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

16.1 Le Centre du commerce international est un organe subsidiaire à la fois de l'Organisation des Nations Unies et du GATT. Il est le centre de coordination de toutes les activités de coopération technique des Nations Unies dans le domaine de la promotion du commerce. De ce fait, l'essentiel du travail du Centre relève de la coopération technique. On estime qu'au cours de l'exercice biennal 1990-1991, le Centre a disposé de 78,7 millions de dollars de ressources extrabudgétaires, dont 69,2 millions de dollars au titre des projets opérationnels. La contribution de l'Organisation des Nations Unies au budget du Centre s'est élevé à 15,9 millions de dollars au cours de la même période. En ce qui concerne les postes d'administrateur, le taux de vacance de postes a été de 0,5 % en moyenne au cours de l'exercice.

16.2 Les données relatives à l'exécution des programmes figurant au tableau ci-dessus portent sur les activités non opérationnelles du Centre, à savoir la production de publications techniques destinées aux gouvernements, aux services nationaux spécialisés dans la promotion commerciale et aux milieux d'affaires. Pour ce qui est des variations par rapport aux programmes, on notera que les programmes du Centre sont constamment revus afin de les adapter aux besoins en constante évolution des gouvernements intéressés en matière de promotion du commerce et de développement des exportations. Les bouleversements survenus récemment en Europe centrale et orientale sont l'une des principales raisons des écarts observés, l'autre étant qu'on n'a pas reçu tous les fonds extrabudgétaires sur lesquels on comptait pour financer la production des publications techniques. Il a donc fallu éliminer ou reporter un grand nombre de produits. Dans certains cas, l'écart enregistré tient au fait qu'on a refondu certains titres, qui ont été regroupés avec d'autres publications.

/...

Chapitre 17. CENTRE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

Tableau 17.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Différés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Science et technique au service du développement	51	43	3	3	2	-	-	84	90	90	90

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

17.1 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, la proportion de postes d'administrateur vacants a été de près de 3 %. L'exécution du programme de travail s'est déroulée comme prévu avec quelques modifications mineures, à savoir trois reports et deux éliminations. Toutes les variations ont concerné des éléments de programme bénéficiant d'une haute priorité. Les produits reportés sont les suivants : deux bulletins de l'ATAS et une mise à jour du répertoire des sources d'information du système des Nations Unies. Ces produits ont été pratiquement achevés mais leur parution a été retardée pour des raisons d'ordre logistique. Les deux produits éliminés sont un bulletin de l'ATAS concernant l'évaluation des effets des nouvelles techniques spatiales sur le développement, qui devait s'inspirer des conclusions d'une réunion dans l'ancienne Union soviétique qui a été annulée, et une publication sur les recherches scientifiques et techniques en cours dans les organismes des Nations Unies dont le contenu a été incorporé à une autre publication du Centre.

/...

Chapitre 18. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Tableau 18.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Différés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Environnement	495	341	11	69	74	5	-	68	71	71	71

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

18.1 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, la proportion de postes d'administrateur vacants a été de 20 %. Ce taux élevé et la participation active du secrétariat aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) expliquent en grande partie les variations importantes par rapport au programme enregistrées au cours de la période considérée. Il convient toutefois de noter que, parmi les 74 produits éliminés, 21 étaient déjà reportés d'exercices précédents et ne pouvaient plus l'être à nouveau. Quant aux produits reportés, près de la moitié d'entre eux étaient virtuellement achevés à la fin de l'exercice biennal mais ont subi des retards d'impression. Les écarts les plus grands ont concerné les programmes suivants.

Evaluation de la qualité de l'environnement

18.2 On a éliminé 11 publications afin de réaffecter les ressources à l'établissement d'un rapport complet sur l'état de l'environnement, portant sur une période de 20 ans et destiné à la CNUED. Il s'agissait de rapports nationaux sur l'état de l'environnement qui faisaient double emploi avec le rapport d'ensemble en préparation. En outre, on a reporté ou éliminé un certain nombre de publications afin de dégager des ressources supplémentaires permettant d'assurer le service de trois réunions intergouvernementales sur les changements climatiques, ajoutées au programme à la demande d'organes délibérants. Deux publications au titre d'un élément de programme hautement prioritaire ont ainsi été reportées : une analyse des stratégies, des objectifs et des coûts liés aux changements climatiques et une évaluation scientifique de la répartition mondiale de l'acidification de l'atmosphère. En outre, deux bulletins portant sur le registre international des substances chimiques potentiellement toxiques ont été éliminés. Une publication sur les systèmes de production mondiaux et les parcours nationaux a également dû être éliminée, car les fonds extrabudgétaires prévus n'ont pas été versés.

Planification des établissements humains

18.3 On a éliminé deux publications au titre de ce programme, portant l'une sur le plan d'action concernant les aspects liés à l'environnement de la croissance urbaine et l'autre sur les choix politiques concernant les établissements côtiers dans le contexte de l'élévation du niveau des mers, car les négociations engagées en 1991 avec les autorités des zones métropolitaines et côtières n'étaient pas achevées et n'avaient pas encore abouti à un accord.

Océans, pollution du milieu marin

18.4 Une publication technique sur les méthodes et documents de référence pour l'étude de la pollution du milieu marin a été reportée en attendant la tenue d'une réunion d'un groupe d'experts sur cette question. Sept périodiques traitant de la pollution du milieu marin ont été éliminés afin de dégager des ressources destinées à d'autres produits prioritaires. Une réunion de la Commission des mers de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement a, d'autre part, été annulée à la demande des Etats Membres.

/...

Océans, mers régionales

18.5 La plupart des variations par rapport au programme sont dues au retard dans l'adoption des plans d'action, les négociations menées par les gouvernements des différentes régions ayant été peu concluantes. Les Etats Membres ont décidé d'annuler, au total, quatre réunions intergouvernementales au titre de ce programme et la documentation y afférente n'avait par conséquent plus lieu d'être. Dix publications relatives au Plan d'action pour l'Afrique occidentale et centrale ont aussi été éliminées pour diverses raisons. Un manuel sur la lutte contre la pollution par les hydrocarbures dans la région et deux plans nationaux d'intervention d'urgence ont été supprimés, car les fonds extrabudgétaires prévus n'ont pas été versés. L'élimination de deux publications sur le programme de recherche en matière de pollution du milieu marin s'explique par les difficultés techniques rencontrées pour recenser les sources telluriques de pollution du milieu marin et évaluer leur importance. Deux études sur la législation nationale relative au milieu marin ont été éliminées parce que de nombreux pays participants d'Afrique occidentale et centrale ont établi de nouvelles priorités. Enfin, trois publications relatives aux protocoles additionnels n'ont pu paraître, le travail concernant ces derniers n'ayant pas commencé.

Chapitre 19. CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT)

Tableau 19.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Différés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
			(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Etablissements humains	135	113	9	7	6	-	-	83	90	90	90

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

19.1 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, la proportion de postes d'administrateur vacants a été de 9 %. L'exécution du programme de travail s'est déroulée comme prévu avec quelques variations mineures, mais sans ajout.

19.2 Tous les produits reportés étaient des publications virtuellement achevées, dont la parution a été retardée en raison de problèmes logistiques au stade de l'impression et de la publication. Les six produits éliminés étaient tous des publications reportées d'exercices précédents qui n'avaient plus raison d'être dans le cadre du plan à moyen terme pour la période 1992-1997.

Chapitre 20B. DIVISION DES STUPEFIANTS

Tableau 20B.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Division des stupéfiants	197	115	12	16	54	3	-	58	64	65	65

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

20B.1 Les travaux de la Division des stupéfiants pendant l'exercice biennal 1990-1991 ont été influencés par trois considérations principales. Durant cette période, les fonctions et la structure de la Division ont été considérablement remaniées, conformément à la résolution 45/179 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990. En outre, il a fallu apporter certaines modifications au programme en application de nouveaux mandats impartis par les organes délibérants, touchant, d'une part, le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (résolution 44/141 de l'Assemblée) et, d'autre part, le Programme mondial d'action (résolution S/17-2 de l'Assemblée). Enfin, les ressources extrabudgétaires en provenance du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues ayant été moindres que prévu, la réalisation de produits tributaires de ces ressources en a souffert.

20B.2 Le processus de restructuration et la nécessité de faire face à de nouvelles priorités ont été les causes principales du grand nombre de remaniements et de reports. À cet égard, il convient de noter que la moitié des 16 produits reportés (à savoir huit publications) étaient achevés quant au fond, mais que la réalisation en a été retardée pour des raisons logistiques touchant l'impression et la publication.

20B.3 La diminution du nombre de produits exécutés pendant l'exercice a été due à l'élimination de 56 produits. Vingt-huit de ces produits dataient de l'exercice précédent et on ne pouvait les reporter davantage, sous peine qu'ils deviennent caducs. Huit autres produits (rapports et services fournis à des réunions de groupes d'experts) ont été éliminés parce qu'ils avaient perdu leur raison d'être en raison de la rapide entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Faute de fonds extrabudgétaires, on a éliminé huit produits, alors que cinq réunions programmées ont été annulées par décisions d'organes délibérants.

20B.4 Les trois produits supplémentaires ont été prescrits par des organes délibérants. Il s'est agi, d'une part, d'une réunion régionale de chefs de services nationaux de répression en matière de drogues et, d'autre part, de deux réunions de groupes d'experts sur les conséquences économiques et sociales du trafic illicite de stupéfiants.

Chapitre 20C. SECRETARIAT DE L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTROLE DES STUPEFIANTS

Tableau 20C.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants	94	72	15	6	1	-	1	76	92	92	93

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

20C.1 Les travaux de l'Organe international se sont déroulés comme prévu, les petits écarts par rapport au programme consistant surtout en remaniements dus au fait que l'on a traité la même matière dans un nombre moindre de publications. En outre, il a fallu reporter six produits, faute de recevoir les fonds extrabudgétaires prévus, et un produit a été éliminé à cause de la rapide entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Le produit supplémentaire a été ajouté sur l'initiative du Secrétariat : il s'est agi d'un séminaire, financé par des ressources extrabudgétaires, à l'intention de responsables du contrôle des drogues.

Chapitre 21. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Tableau 21.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
			(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés	96	96	-	-	-	-	-	100	100	100	100

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

21.1 Le taux des vacances de poste d'administrateur a été en moyenne de 2,7 % durant l'exercice 1990-1991. Il convient de noter que l'oeuvre du HCR est financée à raison de 95 % par des contributions volontaires. En outre, la plupart des activités citées dans le budget-programme n'entrent pas dans les catégories standard de produits mentionnés dans le règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation. Dans le tableau ci-dessus, ces activités ont été regroupées et considérées comme des produits annuels. On en trouvera ci-après une brève description.

Appels de fonds

21.2 On a produit 380 monographies et 23 rapports standard, à l'intention des donateurs, sur l'utilisation des fonds affectés au HCR.

Services d'information

21.3 Des conférences de presse ont eu lieu deux fois par semaine, 28 000 photographies de cas majeurs de réfugiés ont été produites et distribuées et l'on a aussi réalisé quelque 13 000 cartes indiquant la situation des réfugiés dans le monde entier.

Protection internationale et aide aux réfugiés

21.4 Sept cents pages de texte de traités et de documentation explicative ont été produites, environ 40 000 documents de voyage et 20 000 cartes d'identité pour les réfugiés ont été émis et l'on a tenu 56 séminaires, tables rondes et cours de formation sur le droit et la protection des réfugiés.

Aide matérielle, y compris rapatriement volontaire et encouragement de la réinstallation

21.5 En Afrique, 2 774 Namubiens se trouvant en Zambie ont été rapatriés dans leur pays. En outre, environ 450 000 Ethiopiens ont été immatriculés en Ethiopie orientale et 50 945 anciens soldats éthiopiens ont été rapatriés du Soudan. Enfin, 420 réfugiés sud-africains ont regagné leur pays.

21.6 En Asie et Océanie, les rapatriements volontaires de demandeurs d'asile indochinois ont augmenté durant les six derniers mois de l'exercice biennal, atteignant un chiffre mensuel de 2 100 en novembre 1991. Au total, 12 109 Vietnamiens ont été rapatriés en 1991. Dans le cadre du programme d'organisation méthodique des départs, de janvier à la fin novembre 1991, quelque 59 000 Vietnamiens ont quitté le Viet Nam.

21.7 Durant cette période, l'Europe aussi bien que l'Amérique du Nord ont vu une augmentation continue du nombre des demandes d'asile. Pendant la seule année 1990, 24 462 personnes se sont réinstallées aux Etats-Unis et 10 340 au Canada, sous les auspices du HCR.

21.8 En ce qui concerne l'Amérique latine et les Caraïbes, le HCR a rapatrié du Honduras 36 392 Nicaraguayens, dans le cadre de la Commission internationale d'appui et de vérification, alors que 8 887 Salvadoriens ont été rapatriés, du Honduras également, pendant la même période. De plus, 6 627 réfugiés et 132 membres démobilisés de la Résistance nicaraguayenne ont été rapatriés du Costa Rica.

21.9 Pour ce qui est de l'Asie du Sud-Ouest, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, pendant la première semaine d'avril 1991, le nombre des réfugiés irakiens est passé de 50 000 à 700 000 en Iran et de 7 500 à 250 000 en Turquie, à cause des troubles intérieurs et des hostilités avec l'Iraq. Entre mai et décembre 1991, le HCR a facilité le retour d'environ 1,8 million de réfugiés. Du fait, notamment, de ses efforts, le nombre des réfugiés irakiens de 1991 se trouvant encore dans les pays limitrophes à la fin de l'exercice biennal n'était plus que de 10 000 en Turquie, 50 000 en Iran et 4 000 en Syrie.

Chapitre 22. BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS
EN CAS DE CATASTROPHE

Tableau 22.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu
dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991
(A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'ini- tiative du Secrétariat	A	B	C	D
			(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Coordination des secours, planification préalable, prévention des catastrophes et information concernant les catastrophes	102	102	-	-	-	4	3	100	100	100	100

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

22.1 Tous les postes d'administrateur ont été occupés pendant la période considérée.

22.2 Etaient prévus 16 programmes annuels, dont quatre avaient la plus haute priorité et concernaient : a) la coordination des secours en cas de catastrophe comme de crises de moindre ampleur; b) l'octroi de dons d'urgence pour faire face aux besoins de secours immédiats de la population touchée. Au titre de ces produits, le Bureau du Coordonnateur a établi 413 rapports sur les secours à l'occasion de 118 catastrophes majeures et mineures dans 58 pays et a accordé 45 dons à 34 pays.

22.3 Sept produits ont été ajoutés au programme de travail, dont quatre à la suite de demandes d'organes délibérants : il s'est agi d'une enquête et de trois études sur la planification préalable nationale et régionale en matière de catastrophe. Les trois produits dus à l'initiative du Secrétariat ont été des publications techniques sur la maîtrise des catastrophes.

Chapitre 23. DROITS DE L'HOMME

Tableau 23.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Activités dans le domaine des droits de l'homme	449	335	10	51	53	33	7	74	76	78	79

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

23.1 Tous les postes d'administrateur du Centre pour les droits de l'homme ont été occupés pendant tout l'exercice. L'exécution du programme de travail a été très influencée par le nombre important de tâches additionnelles prescrites par les organes délibérants. En outre, les instruments relatifs aux droits de l'homme étant mieux connus, un nombre croissant d'organisations gouvernementales et de particuliers se sont adressés au Centre.

23.2 Pour faire face à cette situation, le Centre a dû tirer un parti maximal de ses ressources. En même temps, certains programmes ont été remaniés et d'autres ont été éliminés ou reportés.

23.3 Les reports et éliminations ont essentiellement concerné les rapports et publications. Certaines de ces publications n'ont pu être produites à temps et, dans la plupart des autres cas, on a réduit la fréquence de publication, qu'il s'agisse de l'Annuaire des droits de l'homme, de la Circulaire d'information sur les droits de l'homme, des monographies sur les droits de l'homme ou des bulletins et des documents officiels du Comité des droits de l'homme. Quant aux réunions éliminées, elles ont été annulées sur la décision des Etats Membres et n'ont donc pas donné lieu à la publication de rapports.

23.4 Les produits supplémentaires ont été les suivants : une réunion sur les violations des droits de l'homme en Afrique australe; 30 rapports sur des missions de constatation de violations des droits de l'homme, sur la prévention de la discrimination à l'égard de groupes vulnérables et sur la protection de ces derniers; deux rapports au Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage; sept rapports au Groupe de travail des populations autochtones.

Chapitre 24. PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE

Tableau 24.1. Résumé : services consultatifs sectoriels, régionaux et sous-régionaux

Programme	Nombre de demandes reçues	Nombre de missions	Mois de travail disponibles	Mois de travail consacrés aux missions
	(1)	(2)	(3)	(4)
Alimentation et agriculture	57	23	36	27
Questions et politiques de développement	401	302	448	223
Environnement	50	41	66	39
Droits de l'homme	3	8	6	14
Etablissements humains	78	68	100	100
Développement industriel	88	72	84	38
Commerce international	139	90	174	55
Ressources naturelles	266	209	259	175
Sociétés transnationales	80	18	22	22
Administration et finances publiques	133	118	271	107
Science et technique	17	12	24	11
Développement social	204	135	128	119
Statistiques	106	76	148	126
Transports, communications et tourisme	83	58	54	38
Energie	131	105	195	110
Total	1 836	1 335	2 015	1 204

24.1 Les activités considérées dans le présent rapport englobent les services consultatifs à court terme, les projets hors Siège et les activités de formation. Elles sont présentées séparément selon qu'il s'agit de services sectoriels ou de services régionaux. Seuls les services consultatifs sont présentés sous forme de tableau. Les activités de formation et les projets hors Siège sont examinés dans le cadre des programmes dont ils relèvent.

24.2 Les services consultatifs sectoriels et les services consultatifs régionaux et sous-régionaux sont présentés ci-après dans les tableaux 24.2 et 24.3.

A. Services consultatifs sectoriels

Tableau 24.2. Principaux indicateurs d'exécution des services consultatifs sectoriels, par programme

Programme	Nombre de demandes reçues	Nombre de missions	Mois de travail disponibles	Mois de travail consacrés aux missions
	(1)	(2)	(3)	(4)
Questions et politiques de développement	186	147	211	114
Droits de l'homme	3	8	6	14
Etablissements humains	78	68	100	100
Commerce international	80	43	76	18
Ressources naturelles	243	195	232	156
Sociétés transnationales	6	18	22	22
Administration et finances publiques	115	109	246	92
Développement social	169	103	72	86
Statistiques	20	15	48	66
Energie	88	79	138	76
Total	988	785	1 151	744

/...

Questions et politiques de développement

24.3 Au cours de la période considérée, le Département de la coopération technique pour le développement a répondu à 147 demandes de services consultatifs à court terme en vue de l'élaboration et de l'application de politiques et plans intégrés dans le domaine économique et social. Il a également organisé quatre ateliers sur les thèmes suivants : approches nouvelles en matière de planification régionale, promotion accélérée du développement en Afrique, planification urbaine et régionale des zones métropolitaines et suivi social des processus d'ajustement pour la gestion de l'économie.

Droits de l'homme

24.4 Le Centre pour les droits de l'homme a exécuté huit missions à court terme qui englobaient à la fois des enquêtes et la fourniture de services consultatifs aux autorités nationales sur les sujets suivants : développement de l'infrastructure pour les instruments relatifs aux droits de l'homme, organismes nationaux de protection des droits de l'homme, normes internationales relatives aux droits de l'homme, droits de l'enfant, modalités d'application des droits de l'homme, droits de l'homme dans le contexte de nouvelles dispositions constitutionnelles et législatives, y compris leur codification dans la législation interne. Le Centre a organisé un cours de formation sur la gestion des informations relatives aux droits de l'homme, y compris les procédures et l'établissement d'une documentation sélective sur les droits de l'homme. Des séminaires ont également été organisés aux niveaux international et régional, respectivement sur les facteurs politiques, historiques, économiques, sociaux et culturels qui contribuent à perpétuer le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid, et les méthodes traditionnelles qui ont des effets néfastes sur la santé des femmes et des enfants. Il a également fourni un appui technique à un congrès mondial sur les droits de l'homme qui portait plus particulièrement sur les droits des réfugiés et des apatrides et à une réunion d'experts sur l'autonomie des populations autochtones. Les programmes de bourses administrés par le Centre étaient centrés sur l'étude des systèmes universels et régionaux de protection et de promotion des droits de l'homme et les instruments relatifs aux droits de l'homme supervisés par des organes déterminés.

Etablissements humains

24.5 Le Centre pour les établissements humains a exécuté 68 missions à court terme dans le domaine considéré. Son programme de formation comprenait un séminaire sur le traitement des données géographiques et un séminaire international sur les villes et les nouvelles technologies. Il a également octroyé un certain nombre de bourses sur des sujets divers : planification du développement, les femmes et l'urbanisation, travaux de recherche sur l'énergie, les systèmes et les établissements. Un projet portant sur la gestion des données relatives aux établissements humains a été exécuté sur le terrain.

Commerce international

24.6 Au cours de la période considérée, la CNUCED a organisé 43 missions consultatives à court terme. Le Département de la coopération technique pour le développement a assuré le service d'une réunion d'experts sur la coopération technique et économique entre les pays les moins avancés et les pays d'Europe orientale. Deux séminaires concernant les échanges compensés au Pérou et les transferts de technologie dans le contexte d'un nouveau développement international ont été organisés. A signaler également quatre ateliers sur le commerce international avec les pays socialistes, l'expansion des échanges commerciaux entre les pays d'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale et le développement des coentreprises orientées vers l'exportation.

Ressources naturelles

24.7 Au cours de la période considérée, le Département de la coopération technique pour le développement a exécuté 195 missions à court terme dans ce domaine. Il a par ailleurs organisé deux séminaires interrégionaux portant sur les répercussions de l'exploitation des ressources en eau sur l'environnement et l'application des mécanismes de financement aux ressources naturelles. Huit autres séminaires et ateliers ont été organisés sur les sujets suivants : systèmes d'entretien et de gestion des ponts et chaussées dans les pays en développement, fiscalité minière, nouvelles techniques de transformation du nickel, application des mécanismes de financement aux ressources naturelles et cartographie. On a également tenu deux ateliers sur des modules de formation expérimentaux concernant les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et sur la cartographie. Enfin, le Département a organisé une conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique sur la cartographie et une table ronde internationale sur les activités extractives et l'environnement ainsi qu'une réunion de groupe d'experts sur la toponymie.

Sociétés transnationales

24.8 Le Centre sur les sociétés transnationales a effectué 18 missions d'assistance consultative à court terme portant sur la législation commerciale, le développement de la législation, la prospection pétrolière, les investissements étrangers, la privatisation et les lois et règlements relatifs à l'industrie minière, une étude de faisabilité sur l'infrastructure hôtelière ainsi que la création de zones d'exportation franches et le développement du tourisme. Le programme de formation comprenait de nombreux séminaires et ateliers sur des thèmes très divers, notamment : vérification des comptes en URSS, création de coentreprises, accords de coentreprises et de transferts de technologie, négociations relatives à l'exploitation pétrolière et minière, investissements étrangers et privatisation, et création de zones économiques libres. Le Centre a organisé en outre une conférence internationale sur les zones économiques libres et une table ronde de haut niveau sur le fonctionnement des bourses de valeurs mobilières. Il a accordé des bourses d'études pour les négociations concernant les investissements

/...

étrangers, la promotion et l'évaluation des projets d'investissements étrangers, la privatisation, les relations économiques internationales et le fonctionnement des entreprises industrielles.

Administration et finances publiques

24.9 Le Département de la coopération technique pour le développement a fourni 109 services consultatifs à court terme dans ce domaine. Les activités de formation comprenaient divers séminaires et ateliers interrégionaux sur le rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement, la taille et le coût de la fonction publique, le rôle de l'administration publique dans la gestion de l'environnement et la définition des grandes orientations, l'aménagement des structures et le renforcement des capacités en matière d'exécution de projets. On a également organisé une réunion de groupe d'experts sur la gestion des métropoles, une table ronde interrégionale sur la gestion du personnel de la fonction publique et un colloque sur l'esprit d'entreprise dans le développement économique en Asie.

Développement social

24.10 Le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires a exécuté 71 missions de consultation à court terme dans le domaine considéré. Les activités de formation comprenaient deux séminaires, l'un au niveau régional et l'autre au niveau international, et un voyage d'étude concernant l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Centre a également organisé un séminaire international sur la lutte contre les activités criminelles organisées et assuré le service d'une rencontre internationale sur les mécanismes nationaux d'aide aux handicapés dans les pays en développement. De son côté, le Département de la coopération technique pour le développement a assuré 36 missions à court terme dans le domaine considéré et organisé un colloque interrégional sur les services sociaux.

Statistiques

24.11 Le Département a entrepris 15 missions de consultation à court terme dans ce domaine. Il a également organisé cinq ateliers sur les statistiques économiques relatives à la population, la révision du système de comptabilité nationale, les statistiques relatives au pétrole et au recensement des handicaps, et accordé 23 bourses à des statisticiens et à des programmeurs ressortissants de pays en développement pour leur permettre de poursuivre des études dans d'autres pays en développement.

Energie

24.12 Le Département a effectué 79 missions à court terme dans le domaine de l'énergie. Il a également organisé un atelier international sur l'énergie géothermique, une réunion sur l'énergie et l'environnement dans le processus de développement et un colloque interrégional sur l'industrie d'extraction du charbon du point de vue de ses conséquences pour l'environnement et pour l'économie.

B. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux

Tableau 24.3. Principaux indicateurs d'exécution des services consultatifs régionaux et sous-régionaux

Programme	Nombre de demandes reçues	Nombre de missions	Mois de travail disponibles	Mois de travail consacrés aux missions
	(1)	(2)	(3)	(4)
Alimentation et agriculture	57	23	36	27
Questions et politiques de développement	215	155	237	109
Environnement	50	41	66	39
Développement industriel	88	72	84	38
Commerce international	59	47	98	37
Ressources naturelles	23	14	27	19
Administration et finances publiques	18	9	25	15
Science et technique	17	12	24	11
Développement social	35	32	56	33
Statistiques	86	61	100	60
Transports, communications et tourisme	83	58	54	38
Energie	43	26	57	34
Total	774	550	864	460

/...

Alimentation et agriculture

24.13 La CEA, la CEPALC et la CESAO ont organisé respectivement 14, 5 et 4 missions de courte durée. Les services consultatifs assurés par la CEA portaient sur les orientations, la planification et la programmation de l'agriculture, et la coopération sous-régionale pour l'élevage et l'expansion du cheptel. La CEA a également organisé trois stages de formation consacrés à la restructuration de l'agriculture en Afrique australe et à l'analyse des politiques agricoles.

Questions et politiques de développement

24.14 La CEPALC a organisé 130 missions consultatives de courte durée sur les sujets suivants : développement économique, coopération technique entre pays en développement, coopération dans l'information pour le développement, planification du développement, politiques macro-économiques à court terme, questions financières et monétaires. De son côté, la CEA a assuré 15 missions de courte durée portant sur les politiques, les institutions et l'assistance technique à mettre au service de l'intégration et de la coopération économiques, les orientations et les analyses à l'échelle sous-régionale, et le renforcement de l'intégration et de la coopération économiques. La CESAP a organisé neuf missions, de même qu'un cours de formation au droit et à la planification économiques.

Environnement

24.15 La CEA, la CESAO et la CESAP ont assuré respectivement 23, 3 et 15 missions consultatives de courte durée. La CEA a en outre organisé des stages axés sur le développement des moyens d'action contre la sécheresse et la désertification.

Développement industriel

24.16 La CEPALC, la CESAO et la CESAP ont assuré des services consultatifs et ont respectivement organisé 33, 3 et 36 missions de courte durée concernant les stratégies de développement industriel.

Commerce international

24.17 La CEPALC a répondu à 28 demandes de services consultatifs concernant l'intégration et la coopération économiques, les négociations économiques internationales et l'élaboration de projets régionaux ou nationaux de coopération technique dans la région des Caraïbes. La CESAP a organisé 19 missions de courte durée, ainsi qu'un séminaire sur les applications de la télédétection à la cartographie géotectonique et à la prospection minière.

Ressources naturelles

24.18 La CESAP et la CESAO ont respectivement organisé 11 et 3 missions de courte durée concernant les ressources en eau. L'une des missions de la CESAP, qui se rapportait à l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata et à l'établissement de stratégies pour les années 90, s'étendait à cinq pays.

Administration publique

24.19 La CEA a assuré neuf missions consultatives de courte durée consacrées à la réorganisation des services publics et à un bilan général des programmes de formation. Elle a également organisé de nombreuses réunions d'étude sur des sujets comme l'analyse des politiques, les refontes structurelles ou administratives, la formation au service public et les nouvelles perspectives en matière d'administration du développement, la direction générale à imprimer à la gestion au Libéria pour assurer le redressement et le développement économiques, les tendances de la formation à la gestion en Afrique et le rôle des collectivités locales dans le développement. Ont également été organisés un séminaire consacré à la fonction publique dans le contexte des refontes structurelles des pays africains, de même que deux séminaires destinés à de hauts fonctionnaires de police et portant sur l'administration publique et sur l'établissement et l'application des politiques contre la criminalité.

Science et technique

24.20 La CESAO a organisé une douzaine de missions de courte durée.

Développement social et affaires humanitaires

24.21 La CESAO et la CESAP ont assuré l'une et l'autre des services consultatifs de brève durée. Elles ont organisé respectivement 8 et 24 missions de cette nature.

Statistiques

24.22 La CEA a organisé 19 missions. Les services consultatifs portaient sur l'établissement des statistiques économiques de base dont les pays ont besoin pour assurer leur comptabilité et leur planification, de même que sur l'organisation de la formation dans l'entreprise. L'assistance a également porté sur l'application du système de comptabilité de l'ONU et sur la mise en place de moyens d'action dans ce domaine. La CEA a par ailleurs assuré le service d'un séminaire intergouvernemental organisé pour procéder à un examen général du système de statistiques nationales dans la région africaine. La CESAO a organisé des missions de courte durée (25 missions consacrées au traitement des données et aux comptabilités nationales), de même que la CESAP (15 missions).

Transports, communications et tourisme

24.23 La CEPALC a assuré à l'échelon régional 18 prestations de services consultatifs consacrées à l'analyse des coûts des transports. La CEA a organisé 11 missions de courte durée, la CESAO 13 et la CEE 32. La CESAP a organisé un séminaire/voyage d'études se rapportant aux transports ferroviaires et consacré à la formation et à l'analyse, de même qu'un projet devant permettre de répertorier les principaux cours d'eau navigables de la région sur laquelle porte son action.

Energie et développement

24.24 La CEA a assuré 12 prestations de services consultatifs pour aider à mettre en place des moyens d'action qui permettent d'exploiter au mieux la desserte en énergie et à définir des politiques énergétiques conçues dans une perspective d'ensemble et s'intégrant dans les politiques générales de croissance et de développement économique. La CESAO et la CESAP ont organisé respectivement 10 et 4 missions de courte durée sur la question de l'énergie et du développement.

Chapitre 26. ACTIVITES JURIDIQUES

Tableau 26.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Différés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Respect, renforcement et unification du droit dans les affaires des Nations Unies	33	26	-	7	-	-	-	78	78	78	78
Accords internationaux	182	122	-	60	-	-	-	67	67	67	67
Développement progressif et codification du droit international	50	40	-	10	-	2	2	80	80	80	84
Conduite des activités juridiques de caractère général de l'Organisation des Nations Unies et développement de domaines spécialisés du droit	14	14	-	-	-	-	-	100	100	100	100
Harmonisation et unification progressives du droit commercial international	33	27	-	6	-	-	-	81	81	81	81
Total	312	229	-	83	-	2	2	73	73	73	74

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

26.1 Durant l'exercice biennal 1990-1991, la proportion de postes d'administrateur qui étaient vacants au Bureau des affaires juridiques a été de 9 %.

26.2 Les activités ci-après ont été incluses dans le tableau qui précède en tant que deux produits, chacun de ceux-ci représentant des programmes annuels menés à bien au cours de l'exercice biennal :

a) Respect, renforcement et unification du droit dans les affaires des Nations Unies : i) 496 activités touchant les avis et l'assistance concernant les aspects juridiques des missions politiques, de maintien de la paix et humanitaires; ii) 59 activités touchant les avis juridiques dans les domaines économique et social;

b) Accords internationaux : i) 1 235 formalités de dépôt effectuées auprès du Secrétaire général et leur notification aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales; ii) enregistrement de 3 389 traités et formalités consécutives accomplies par les gouvernements et organisations intergouvernementales et établissement de 2 201 certificats d'enregistrement correspondants;

c) Conduite des activités juridiques de caractère général de l'Organisation des Nations Unies et développement de domaines spécialisés du droit : activités touchant : i) les avis, recherches et observations juridiques concernant les relations avec des tiers, y compris les questions de caractère contractuel; ii) les avis juridiques visant à réduire au minimum les actions intentées contre l'Organisation des Nations Unies, y compris sa représentation devant les instances judiciaires; iii) les avis juridiques sur la façon dont il convient d'interpréter et d'appliquer le règlement financier et les règles de gestion financière, le Statut et le Règlement du personnel et d'autres questions concernant le personnel; iv) la préparation de conclusions juridiques à soumettre au Tribunal administratif et la présentation d'arguments oraux à ce même tribunal; v) divers avis et observations juridiques de caractère général, y compris la représentation lors d'audiences et de négociations. Ces activités ont nécessité l'établissement de 2 994 conclusions écrites, avis et observations juridiques, y compris 95 conclusions soumises au Tribunal administratif et au Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif.

26.3 Le taux d'exécution des activités hautement prioritaires a été de l'ordre de 84 %. Tous les produits prioritaires dont l'exécution a été différée relevaient du programme Accords internationaux; il s'agissait de la préparation des manuscrits de 14 fascicules bilingues de la publication Relevés mensuels des traités et accords internationaux, des volumes I, II et III du Manuel des clauses finales et du Précis de la pratique du Secrétaire général dépositaire d'accords multilatéraux.

26.4 Sur les 120 volumes du Recueil des Traités qu'il avait été prévu de publier, 88 l'ont effectivement été. Il a par ailleurs été indiqué que l'exécution de quatre produits, les volumes 20 et 21 de l'Index cumulatif du Recueil des Traités (anglais et français) avait été différée.

Chapitre 27. INFORMATION

Tableau 27.1. Exécution des programmes par rapport à ce qui était prévu dans le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 (A/44/6/Rev.1 et Add.1) a/

(Nombre de produits)

Programme d'activité	Prévus	Exécutés	Variations par rapport au programme			Produits supplémentaires ajoutés		Taux d'exécution			
			Remaniés	Reportés	Éliminés	A la demande d'un organe délibérant	Sur l'initiative du Secrétariat	A	B	C	D
Services de promotion	232	172	24	18	18	-	28	74	84	84	96
Services d'information	52	45	-	3	4	-	-	86	86	86	86
Services à l'intention du public	65	59	1	3	2	-	-	90	92	92	92
Total	349	276	25	24	24	-	28	79	86	86	94

a/ Pour une ventilation détaillée par principale catégorie de produit, voir A/47/159, annexe II.

27.1 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, en moyenne 6,5 % des postes d'administrateur du Département de l'information, y compris ceux des centres d'information, inscrits au budget ordinaire, sont demeurés vacants.

27.2 Le programme prévu pour le Département comportait 89 produits annuels regroupant des activités de nature analogue de manière à refléter la production des services d'information sur une base annuelle. Par exemple, les communiqués de presse en anglais et en français concernant les réunions officielles au Siège ont représenté deux produits annuels au titre desquels 1 806 communiqués de presse ont été publiés en 1990 et 2 060 en 1991. Les 112 produits considérés comme prioritaires relevaient tous du sous-programme 1 (Activités de promotion). Dix-huit de ces produits (soit environ 10 %) ont été éliminés. Huit des produits ainsi éliminés concernaient la publication à intervalles moins rapprochés d'Afrique : Relance, qui a cessé de paraître tous les deux mois pour devenir une publication trimestrielle. Lors des précédents exercices biennaux, Afrique : Relance était une publication trimestrielle et, pour le budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993, on revient donc à la situation antérieure. Les 10 autres produits éliminés ont porté sur la mise à jour de l'ouvrage Les casques bleus, la production de six pochettes de documentation et la préparation d'un panneau d'exposition sur les questions de développement. Dans certains cas, il a fallu au dernier moment ajuster les activités prévues afin de faciliter une action rapide; ainsi, par exemple, au lieu de pochettes de documentation coûteuses, on a produit un grand nombre de publications générales portant sur plusieurs questions.

27.3 Le nombre des produits prioritaires du Département qui ont été reportés a représenté 14 au total. Sur la question de la paix, de la sécurité et du désarmement, on mentionnera une brochure sur le maintien de la paix, un programme vidéo sur le maintien de la paix et un documentaire vidéo sur les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la suppression des armes chimiques. Par exemple, au titre de la question de Palestine, deux réunions régionales ont été différées. Un numéro de la publication semestrielle Objective: Justice et la production d'un documentaire sur les droits et la protection de l'enfant ont été différés au titre du programme relatif aux droits de l'homme. Un documentaire vidéo éducatif sur l'Organisation des Nations Unies et les questions de développement, un documentaire sur l'environnement "Stockholm, vingt ans après", une brochure expliquant le concept de nouvel ordre mondial de l'information et de la communication et trois sur huit numéros bimensuels de la publication Afrique : Relance ont été différés au titre des activités de développement. Seul le documentaire vidéo sur la suppression des armes chimiques était considéré comme achevé pour l'essentiel tandis que les activités concernant les autres produits ont été reportées à l'exercice biennal 1992-1993.

27.4 Sur les 23 produits prioritaires qui ont été remaniés, 10 concernaient les services d'information sur la lutte contre l'apartheid, la question de Namibie et la question de Palestine. Six autres portaient sur les droits de

l'homme, quatre sur le développement et trois sur la paix, la sécurité et le désarmement. Plusieurs produits ont été remaniés pour permettre d'actualiser une documentation d'intérêt plus général à un moindre coût et d'atteindre un plus vaste public.

27.5 Au cours de l'exercice biennal, le Département a pris un certain nombre d'initiatives eu égard à l'évolution rapide de la situation mondiale. La production de nombreux produits supplémentaires (reportages, magazines généraux, documents de référence, etc.) a permis de rendre compte des activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de situations politiques délicates et en évolution rapide. En se servant de la documentation produite par le Département au Siège, les centres d'information ont adapté, traduit, reproduit et diffusé des informations sur les réunions intergouvernementales et les déclarations du Secrétaire général, et ont rendu compte des événements d'actualité se déroulant dans l'enceinte du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale. Les centres des Nations Unies ont fait connaître la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit se tenir prochainement, et un grand nombre d'entre eux ont organisé des réunions et des séminaires auxquels ont participé les représentants des médias.

Chapitre 28B. BUREAU DE LA PLANIFICATION DES PROGRAMMES, DU
 BUDGET ET DES FINANCES

Tableau 28B.1. Produits/services fournis durant l'exercice
 biennal 1990-1991

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
1. <u>Systèmes de gestion financière et de contrôle</u>		
a) Textes administratifs, circulaires et directives donnant le détail des révisions apportées aux politiques et procédures financières;	-	4
b) Préparation de documents directifs et de rapports connexes devant être examinés par le CCQAB et par la Cinquième Commission	-	9
c) Textes administratifs, circulaires et directives concernant le fonctionnement des systèmes de gestion financière et de contrôle	-	1 a/

/...

Tableau 28B.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
2. <u>Mise en recouvrement des contributions</u>		
a) Fourniture de services fonctionnels pour :		
i) Les sessions du Comité des contributions	2	2
ii) Les conférences d'annonces de contributions	12	13
iii) L'établissement de rapports au Comité des contributions	-	12
iv) L'établissement des demandes de paiement des quotes-parts	2 300 par an	4 750
3. <u>Assurances et indemnisations</u>		
a) Négociations de polices d'assurance maladie et d'assurance-vie	9	8
b) Adhésion de fonctionnaires (y compris les retraités):		
i) Aux plans d'assurance maladie et d'assurance dentaire	-	16 102
ii) Aux plans d'assurance-vie	-	16 413
c) Souscription à des polices d'assurance privées ou renouvellement de ces polices	12 par an	15 par an
d) Administration de polices d'assurance couvrant :		
i) Les biens de l'Organisation des Nations Unies	-	7

/...

Tableau 28B.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
ii) La responsabilité civile pour 10 000 véhicules, ainsi que pour les aéronefs loués par l'Organisation	-	8
e) Examen des demandes d'indemnisation en cas de maladie, d'accident ou de décès imputables au service	-	263
f) Examen des demandes d'indemnisation en cas de perte ou de détérioration d'effets personnels imputables à l'exercice de fonctions officielles à l'Organisation	-	199
4. <u>Services financiers relatifs aux opérations de maintien de la paix</u>		
a) Etablissement de demandes de crédits et de rapports	-	55
b) Rapports à des organes intergouvernementaux (Assemblée générale)	-	27
c) Publication :		
i) D'avis d'allocation de crédits	-	155
ii) D'approbations de tableaux d'effectifs	-	63
iii) Du rapport sur la situation financière de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre inclus dans les appels adressés par le Secrétaire général aux Etats Membres pour le versement de contributions volontaires	-	20

/...

Tableau 28B.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
d) Lettres aux gouvernements qui fournissent des contingents	-	517
e) Versements effectués aux gouvernements des Etats qui fournissent des contingents	-	336
5. <u>Planification, budgétisation et contrôle des programmes</u>		
a) Elaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993	1	1
b) Rapports sur l'exécution du budget-programme	2	2
c) Rapport sur l'exécution du programme pour la période 1988-1989	1	1
d) Plan à moyen terme pour la période 1992-1997	1	1
e) Autres rapports à la Cinquième Commission sur les budgets-programmes pour 1990-1991 et 1992-1993	-	7
f) Prévisions révisées pour l'exercice biennal 1990-1991	-	3
g) Plan général du budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993	-	1
h) Publication et révision d'avis d'allocation de crédits et d'approbations des tableaux d'effectifs	-	(Selon les besoins) 2 577
i) Examen des prévisions de dépenses à financer par des fonds extrabudgétaires et de propositions visant à constituer des fonds d'affectation spéciale	-	386

/...

Tableau 28B.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
j) Examen des accords avec des pays hôtes concernant des réunions	-	27
k) Etablissement d'états d'incidences sur le budget-programme et de prévisions révisées à l'intention de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires	-	(Selon les besoins) 114
l) Elaboration de rapports à l'intention du CCQAB (A/CN.1/R.-)	-	15
6. <u>Comptabilité financière et établissement de rapports</u>		
a) Rapports financiers à l'Assemblée générale pour l'exercice biennal	-	6
b) Rapports financiers sur les fonds d'affectation spéciale et la coopération technique	-	(Selon les besoins) 479
c) Traitement de pièces comptables reçues de divers départements et bureaux	-	(Selon les besoins) 505 286
d) Nombre de fonctionnaires pour lesquels des états de paie ont été établis	Environ 10 200	11 720 (moyenne)
7. <u>Evaluation et analyse de gestion</u>		
a) Rapports sur l'auto-évaluation	1	1
b) Rapports intérimaires, évaluations approfondies et examens triennaux	5	8
c) Etudes portant sur l'organisation d'unités administratives du Secrétariat et études spéciales consacrées à des problèmes spécifiques	Environ 20	17

/...

Tableau 28B.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
d) Examen et analyse des textes administratifs, des instructions et des circulaires d'information	Environ 300	279
8. Trésorerie		
a) Gestion des comptes bancaires :		
i) Au Siège	Environ 100	150
ii) Dans les bureaux hors Siège	Environ 800 <u>b/</u>	316
b) Placements à court terme (nombre d'opérations)	-	10 280
c) Encaissement et enregistrement des paiements (nombre d'avis d'encaissement)	-	22 859
d) Décaissements (nombre de chèques uniquement)	-	211 412

a/ Ainsi que d'innombrables mémorandums.

b/ Ce chiffre comprend les comptes bancaires pour le PNUD et les fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD qui lui ont été transférés en 1988 par délégation de pouvoirs.

28B.1 Le Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances est chargé de la mise en place et du perfectionnement d'un système intégré de planification des programmes, de budgétisation, de contrôle et d'évaluation, ainsi que de la direction, de la gestion et du contrôle des activités financières de l'Organisation. Durant l'exercice biennal 1990-1991, le Bureau a continué de mettre en place le nouveau processus budgétaire et assuré le financement d'un nombre accru d'opérations de maintien de la paix. Il a exécuté son programme de travail ordinaire et a contribué à la gestion de l'Organisation dans une situation de crise financière continue. Le Bureau a réalisé diverses études sur l'amélioration de la gestion et a fourni des services fonctionnels à l'Assemblée générale, au Comité du programme et de la coordination et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, comme en rendent compte les divers rapports et autres documents énumérés au tableau 28B.1 ci-dessus.

Chapitre 28C. BUREAU DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Tableau 28C.1. Produits/services fournis en 1990-1991

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
1. <u>Recrutement et affectations</u>		
Nombre de postes pourvus ou de nominations effectuées :		
a) Administrateurs :		
i) Nombre d'administrateurs recrutés (série 100)	400	315
ii) Nombre d'administrateurs recrutés et nommés pour des périodes de courte durée (série 300)	1 600	1 730
iii) Nombre d'administrateurs recrutés par voie de concours et affectés à un poste	120	78
iv) Nombre de fonctionnaires nommés à un poste d'administrateur à l'issue du concours pour le passage de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs a/	-	43
v) Postes pourvus dans le cadre du programme de gestion des vacances de poste	400	403
b) Agents des services généraux et autres catégories de personnel (y compris le personnel recruté pour des périodes de courte durée) :		
i) Recrutement (pour des périodes de courte durée)	1 400	1 313
ii) Gestion des vacances de poste	300	287
2. <u>Administration et formation du personnel</u>		
a) Statut et Règlement du personnel et autres textes administratifs :		
i) Rapports à l'Assemblée générale	2	3
ii) Révision et amendement du Statut et du Règlement du personnel	7	6

/...

Tableau 28C.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
iii) Textes administratifs	130	267
iv) Révision du Manuel d'administration du personnel	3	3
v) Interprétation du Statut et du Règlement du personnel et des textes administratifs (donnée oralement ou par écrit)	1 700	1 541
b) Examen du classement des emplois :		
i) Administrateurs	750	695
ii) Agents des services généraux	150	1 210
c) Examen des recours relatifs au classement des emplois :		
i) Administrateurs	-	9
ii) Agents des services généraux	-	136
d) Participation à des réunions des organes interinstitutions et intergouvernementaux sur les politiques de rémunération	Environ 12	17
e) Rapports sur les questions de rémunération destinés à la Commission de la fonction publique internationale, au Comité consultatif pour les questions d'ajustements et au Comité consultatif pour les questions administratives	Environ 50	58
f) Approbation et/ou publication d'instructions administratives et de circulaires relatives aux traitements, indemnités et autres prestations	Environ 25	38
g) Publication de barèmes des traitements établis à partir des données recueillies au cours des enquêtes sur les salaires	Environ 440	455
h) Communications relatives aux politiques et procédures de rémunération et aux dérogations les concernant	Environ 3 000	4 080
		/...

Tableau 28C.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
i) Réalisation d'enquêtes aux fins de la détermination des indemnités et prestations et des conditions d'emploi relatives aux opérations de maintien de la paix	-	7
j) Formation :		
Formation professionnelle :		
Nombre de participants dans les domaines ci-après :		
i) Initiation, traitement électronique de l'information, formation à la gestion et à la supervision	Environ 3 200	6 843
ii) Missions de maintien de la paix	-	500
iii) Etudes à l'extérieur	163	575
Formation linguistique :		
i) Nombre de cours	600	700
ii) Nombre de participants	8 000	7 449
iii) Examens d'aptitudes linguistiques (nombre de participants)	2 900	3 201
3. <u>Services médicaux</u>		
a) Nombre d'examens médicaux	-	4 488
b) Nombre de consultations médicales	Environ 62 000	115 070
c) Classement des rapports médicaux des médecins chargés des examens médicaux pour le compte de l'Organisation des Nations Unies	Environ 10 000	9 905
d) Activités médico-administratives	Environ 90 000	62 957

/...

28C.1 Le Bureau de la gestion des ressources humaines est chargé de s'assurer que la gestion du personnel de l'Organisation est conforme aux principes de la Charte, aux directives de l'Assemblée générale et aux instructions du Secrétaire général. Il doit en particulier veiller à ce que le Statut et le Règlement du personnel soient uniformément appliqués dans l'ensemble du Secrétariat, mettre au point des stratégies visant à attirer, former et conserver un personnel compétent et garantir l'application effective des réformes en matière d'administration du personnel prévues dans diverses résolutions de l'Assemblée générale. Le Bureau a continué d'axer ses efforts de formation sur les fonctions générales de supervision, l'utilisation des techniques de bureautique et l'amélioration des compétences du personnel dans différents domaines spécialisés. Ainsi qu'il ressort du tableau 28C.1, le nombre de participants à ses programmes de formation a sensiblement progressé au cours de l'exercice biennal. En effet, 2 100 fonctionnaires environ ont été formés à l'utilisation du logiciel de traitement de textes WordPerfect, qui est la norme au Siège depuis le début de 1990. Le Bureau a également formé du personnel affecté à des missions de maintien de la paix.

Chapitre 28D. BUREAU DES SERVICES GENERAUX (NEW YORK)

Tableau 28D.1. Produits/services fournis en 1990-1991

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
1. Sécurité et sûreté		
a) Services de sécurité :		
i) Nombre de réunions pour lesquelles des services de sécurité sont assurés	2 600	2 121
ii) Nombre d'activités et de manifestations spéciales pour lesquelles des services de sécurité sont assurés	... a/	485
iii) Enquêtes	2 000	1 562
b) Services de sûreté :		
i) Inspections et enquêtes	2 676	3 029
ii) Interventions dans des situations d'urgence	1 076	498
2. Services commerciaux		
Achats et transports :		
i) Nombre de contrats négociés	340	447
ii) Nombre de commandes traitées	9 000	11 612
iii) Nombre d'autorisations de voyage délivrées	35 000	93 137
iv) Nombre d'expéditions à destination et en provenance du Siège	7 300	12 458
3. Services techniques d'appui		
a) Exploitation et entretien des bâtiments :		
i) Travaux commandés	26 000	29 864
ii) Projets de transformation et d'amélioration des locaux	22	22
iii) Grands travaux d'entretien des locaux	25	29
		/...

Tableau 28D.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
b) Travaux d'électricité	100	102
c) Services de renseignements et de réception :		
i) Séances du soir	370	810
ii) Réunions du Conseil de sécurité	140	149
4. <u>Courrier, archives et dossiers</u>		
a) Nombre de sacs (arrivée et départ) acheminés pour la valise diplomatique	104 000	79 032
b) Nombre de pièces de courrier (arrivée) triées	9 247 912	9 498 411
c) Nombre de pièces de courrier postal expédiées	3 312 104	4 305 220
d) Nombre de programmes de gestion des dossiers mis au point	10	12
e) Services de gestion (consultation et élimination) des dossiers sur support en papier et support électronique (mesurés en pieds linéaires) :		
i) Consultations	2 498	4 192
ii) Eliminations	1 520	2 044
f) Services techniques fournis pour des réunions	... a/	9 802
g) Nombre d'enregistrements produits	... a/	442 091
6. <u>Services d'appui électronique</u>		
Communications :		
Télégraphe (nombre de mots)	207 000 000	252 946 404

Tableau 28D.1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
Téléphone :		
Nombre de communications non automatiques	997 000	616 809
Nombre de postes installés, déplacés ou remplacés	4 300	8 522
Innovations techniques :		
Nombre de nouveaux postes de travail (ordinateurs individuels) installés	-	1 472
Nombre de demandes de prestation de services	6 000	11 610
Nombre de réunions du Comité des innovations techniques et de son groupe de travail	12	25
Services informatiques (ordinateur central) :		
Nombre d'heures d'utilisation de l'ordinateur	16 200	18 356
Nombre d'heures de liaison	380 700	460 526
Nombre de travaux	1 120 300	1 110 345
Services consultatifs et services d'appui pour les systèmes d'information :		
Nombre d'études réalisées	12	47
Nombre de nouveaux systèmes mis en place	10	33
Nombre de systèmes ayant bénéficié d'un appui	40	66

a/ Les prévisions effectuées pour l'exercice biennal 1990-1991 étaient erronées en ce qui concerne les activités et manifestations spéciales exigeant des services de sécurité, les réunions bénéficiant de services techniques et la production d'enregistrements.

/...

28D.1 La restructuration du Bureau des services généraux amorcée au cours de l'exercice biennal 1988-1989 en application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale s'est achevée au cours de l'exercice biennal 1990-1991. L'établissement de missions de maintien de la paix s'est traduit par une augmentation du volume de travail du Bureau qui a dû notamment gérer un plus grand nombre de voyages et d'expéditions à destination et en provenance du Siège. Le tableau 28D.1 fait apparaître une diminution du nombre de communications téléphoniques non automatiques depuis 1989, qui s'explique par l'installation d'un système autocommutateur. En revanche, le nombre d'appareils téléphoniques installés, déplacés ou remplacés a augmenté, en raison essentiellement du programme de rénovation des installations du Secrétariat. L'augmentation du nombre d'interventions demandées par les usagers de matériel de bureautique est parallèle à celle du nombre de machines et de logiciels installés.

Chapitre 28E. SERVICES DE VERIFICATION INTERNE DES COMPTES

Tableau 28E.1. Produits/services fournis en 1990-1991

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
Services de vérification interne des comptes :		
Vérification des éléments d'actif ou de passif Environ 50	131	
Vérification des recettes et des dépenses	Environ 200	224
Vérification des produits des programmes	Environ 70	71

28E.1 Conformément aux directives de l'Assemblée générale et du Secrétaire général, la Division de vérification interne des comptes procède à des vérifications indépendantes, en suivant les normes de vérification généralement admises. Ses conclusions et recommandations, qui portent sur les aspects financiers, administratifs et techniques (programmes) des activités qu'elle contrôle, sont communiquées aux fonctionnaires compétents. Elles font systématiquement l'objet d'activités de suivi pour garantir que toutes les mesures nécessaires sont appliquées comme il convient et sans tarder. L'accroissement du nombre de vérifications que révèle le tableau 28E.1 tient au fait que la Division a augmenté le nombre de vérifications des activités opérationnelles, notamment les opérations de maintien de la paix, les programmes d'aide humanitaire et les projets de coopération technique.

Chapitre 29B.1 [a) à d)]. SERVICES DE CONFERENCE (NEW YORK)

Tableau 29B.1 [a) à d)]. 1. Grands indicateurs d'exécution des services fournis par le Département des services de conférence (New York) en 1990-1991

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
1. <u>Edition et documents officiels</u>		
a) Edition (en milliers de mots) :		
i) Préédition	15 000	15 823
ii) Edition des documents officiels	135 000	104 498
b) Contrôle des documents : planification et coordination de la production des documents (nombre de demandes)	Non précisé	104 900
c) Sténodactylographie (en milliers de mots) :		
i) Dactylographie (par les services du Secrétariat) :		
Anglais	42 000	40 400
Arabe	47 000	49 675
Chinois	42 000	39 900
Espagnol	60 000	60 000
Français	61 000	60 300
Russe	48 000	50 400
Total [1 c) i)]	300 000	300 675
ii) Dactylographie (travaux contractuels)	40 000	42 315
2. <u>Interprétation et service des séances</u>		
a) Interprétation :		
i) Nombre de séances avec services d'interprétation	5 550	5 720
ii) Nombre de périodes de travail d'interprète	60 000	59 150
iii) Nombre de séances avec procès-verbal	650	604
		/...

Tableau 29B.1 [a] à d)].1. (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
3. Traduction		
a) Traduction de documents et de publications de l'ONU (en milliers de mots) :		
i) Travaux effectués par les services de traduction :		
Anglais	9 000	8 055
Arabe	27 000	27 720
Chinois	28 750	26 260
Espagnol	29 500	29 660
Français	30 000	29 225
Russe	27 000	28 035
Total [3 a) i)]	151 250	148 955
ii) Travaux contractuels	32 000	34 000
b) Etablissement de comptes rendus analytiques de séance (nombre de réunions)	Non précisé	915
4. Services de publication		
a) Reproduction par les ateliers du Secrétariat (en milliers de pages tirées)	1 500 000	1 454 000
b) Distribution (en milliers de documents)	75 500	110 900

Chapitre 29B.1 e). BIBLIOTHEQUE DAG HAMMARSKJOLD

Tableau 29B.1 e). 1. Grands indicateurs d'exécution des services
fournis par la Bibliothèque (New York) en
1990-1991

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
<hr/>		
1. <u>Collecte et organisation de l'information</u> (nombre d'ouvrages traités)		
a) Choix, acquisition et conservation des documents (ouvrages classés ou mis en rayonnage)	Non précisé	1 089 400
b) Catalogage, indexage et traitement de l'information :		
Titres catalogués et indexés	Non précisé	66 635
2. <u>Services de bibliothèque et d'information</u>		
a) Fourniture de renseignements aux usagers :		
Nombre de réponses à des demandes de référence	Non précisé	165 885
Nombre de documents prêtés ou loués	Non précisé	252 416
b) Publications et bibliographies :		
Nombre de catalogues publiés	Non précisé	55

Chapitre 29C.1 a) SERVICES DE CONFERENCE (GENEVE)

Tableau 29C.1 a).1. Grands indicateurs d'exécution des services fournis par la Division des services de conférence (Genève) en 1990-1991

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
1. <u>Nombre de séances dont le service a été assuré</u>		
a) Séances avec interprétation	7 000	6 584
b) Séances sans interprétation	6 000	7 713
Total	13 200	14 297
2. <u>Interprétation</u> (nombre de périodes de travail d'interprètes)		
Anglais	non précisé	12 488
Arabe	"	10 274
Chinois	"	7 778
Espagnol	"	7 802
Français	"	12 493
Russe	"	9 328
Autres	"	116 a/
Total	59 600	60 279
3. <u>Services linguistiques</u> (tous les chiffres sont exprimés en milliers de mots)		
a) <u>Traduction/révision</u> :		
Anglais	non précisé	9 100
Arabe	"	15 100
Chinois	"	12 800
Espagnol	"	21 300
Français	"	28 900
Russe	"	24 700
Autres	"	
Total	89 200	111 900

Tableau 29C.1 a).1 (suite)

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
b) <u>Dactylographie</u> :		
Anglais	non précisé	55 300
Arabe	"	33 300
Chinois	"	43 600
Espagnol	"	58 500
Français	"	90 100
Russe	"	70 700
Autres	"	
Total	302 600	351 500
c) <u>Edition</u>	25 000	351 500
4. <u>Publications</u>		
Reproduction (en milliers de pages tirées)	508 000	604 702
Distribution (en milliers de documents)	48 200	51 212

a/ Allemand.

/...

Chapitre 29C.1 b) SERVICES DE CONFERENCE (GENEVE)

Tableau 29C.1 b). Grands indicateurs d'exécution des services fournis par la Bibliothèque de Genève en 1990-1991

Catégorie de services	Prévus	Exécutés
1. Sélection des ouvrages à inclure dans les collections	non précisé	10 868
2. Acquisition de documents et de publications	"	308 901
3. Catalogage et indexage de la documentation requise par la Bibliothèque	"	17 134
4. Nombre de réponses à des demandes d'information	"	137 046
5. Services de prêt et de photocopie, et distribution d'ouvrages, de revues et de documents émanant de l'ONU ou des gouvernements	"	1 409 294

29.1 Le Département des services de conférence a fourni des services d'appui technique et des services de secrétariat au Comité des conférences, qu'il a notamment aidé à établir les projets de calendrier des conférences que le Comité examine avant de les présenter à l'Assemblée générale. Les efforts constants que le Département déploie pour répartir judicieusement les réunions ont permis d'utiliser de façon plus économique et plus rentable les ressources affectées aux services de conférence. Des services d'interprétation ont été fournis pour 5 720 réunions au Siège et 6 587 réunions à l'Office des Nations Unies à Genève. L'augmentation du nombre de conférences et réunions observée à Genève s'explique principalement par le nombre des réunions du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et du Conseil d'administration de la Commission de compensation des Nations Unies.

29.2 Au cours de l'exercice biennal, l'exécution du programme d'innovations techniques du Département a sensiblement progressé. On a notamment installé 21 terminaux de réseau supplémentaires à la Division de traduction, un poste de travail au Service de la rédaction, pour donner à celui-ci la possibilité de consulter les fichiers informatisés de la Division de traduction, et deux lecteurs optiques capables de transformer des caractères dactylographiés en données électroniques. Ces progrès se sont traduits par des gains de productivité dans les secteurs de la traduction, de la dactylographie et de la rédaction des documents.
